

AFRIQUE, GÉOGRAPHIE SPONTANÉE ET ESPACE MOBILE

Denis RETAILLÉ

Résumé

La géographie de l'Afrique est encore abordée par des stéréotypes ou même des fantasmes du « continent noir ». Trois tableaux sont dressés d'abord, sur le mode de trois récits comme autant d'expériences. On y relève la persistance d'explications de la barbarie, du sous-développement ou de la crise, peu attentives aux réalités mais transposant des modèles construits ici du « continent maudit », du continent « chaud », du continent « colonisé ». Pour échapper à ces impasses, quelques clés significatives d'une géographie culturelle rénovée de l'Afrique sont proposées comme l'oralité, l'ethnicité mouvante et les territoires provisoires. À partir de l'exemple africain une redéfinition de la géographie culturelle est tentée, ni culturaliste ni universaliste, fondée sur l'examen des pratiques et de leurs raisons sans pour autant faire de la « culture » une cause.

Mots clés

Afrique, géographie culturelle, oralité, expérience, géographie spontanée, espace mobile

Abstract

Geography of Africa is still set up using « black continent » stereotypes or even phantoms. Three descriptions are first set, like three tales and as many experiences. Explanations of barbarousness, underdevelopment or crisis are there reproduced, far from facts. They transpose western patterns of « heart of darkness », « hot world » and « colonized countries ». To escape these deadlocks, significant keys are proposed for a new cultural geography of Africa : orality, moving ethnicity and passing territories. From African case, the new cultural geography is suggested neither « culturalist » nor « universalist » (i.e, western oriented), based upon practices' inquiries and their motives, and avoiding using « culture » as a cause.

Keywords

Africa, cultural geography, orality, experience, spontaneous geography, mobile space

Comment prendre l'Afrique autrement que par les stéréotypes de l'exception africaine ? La mise à jour par la formulation des problèmes nouveaux n'y suffit pas si des explications prêtes à l'usage en appellent toujours à quelques antennes datant des primes explorations. Le défi d'un exercice en temps limité comme l'impose un cours ramassé, permet de prendre la mesure de la difficulté et des étapes à franchir¹. C'est d'abord la nécessité d'exprimer assez crûment les tableaux régionaux qui sont ordinairement dressés. C'est ensuite le besoin de révéler les ressorts cachés d'une interprétation qui va avec l'apparence de la simple description marquée par les fantasmes d'une géographie (de géographes) héroïque(s). C'est enfin l'espoir de saisir les clés donnant la faculté de comprendre des manières d'être humains sur la terre (Berque, 1996), éloignées de modèles que l'on voudrait universels par le seul miracle d'un discours scientifique le plus souvent normatif.

« Toutes choses se tiennent par quelque similitude, tout exemple cloche, et la relation qui se tire de l'expérience est toujours défailante et imparfaite ; on joint toutefois les comparaisons par quelque coin. Ainsi servent les loix, et s'assortissent ainsin à chacun de nos affaires, par quelque interprétation destournée, contrainte et biaise. » Montaigne. Essais, III, XIII.

C'est la question du comparatisme qui est finalement posée et celle de l'expérience, en ses multiples sens, comme elle apparaît dans l'exercice de ce qu'il faut bien appeler la « géographie culturelle ». C'est aussi l'occasion de poser, ici, les jalons d'une « géographie spontanée des espaces mobiles » à laquelle la fréquentation de l'Afrique invite sans que cela soit immédiatement circonscrit à une situation d'exception ou renvoyé à une posture « culturaliste » de mauvais aloi.

I. EXPÉRIENCE ET GÉOGRAPHIE SPONTANÉE

C'était peu, trop peu après les tueries ethnophobes dans la Mauritanie des années 90. Un groupe de Maures, esclaves affranchis de la fraction Agmamine des Ehel Sidi Mahmoud (une tribu en cours de constitution par agrégation) décide de ralentir le rythme de ses déplacements au point de fixer un lieu, en profitant de ce que les Peuls qui fréquentaient habituellement le site ont « disparu ». Mais comment ce lieu se nomme-t-il ? Une question de géographe ! Je ne sais pas comment les Peuls habitués le nommaient pour eux, ni même qui ils étaient. Les harratins qui sont là n'ont pas de toponyme à restituer sinon par l'oued Kankossa et une de ses mares, située à deux « dunes » plus à l'ouest. Ce sera donc Daghevge Denis. Ely l'a gravé dans le tronc d'un acacia. Je ne sais rien non plus, pour n'y être pas retourné, de la postérité de cette décision de circonstance. Mais le géographe passait là au lendemain d'une décision majeure à cette échelle. Et, sur une carte, le nom est porté (Retaille, 1999). Ce pourrait être une infamie. Combien d'expériences de ce genre, depuis que des noms sont portés sur des cartes, qui lancent des histoires de lieux en toute ingénuité savante ? Combien de raisonnements installés sur la certitude de ce qui a été répertorié, inventorié ? Mais pour qui, par qui, pour quoi, par quoi ? Que sont, au fond, les signes géographiques ? Sont-ils plutôt ceux des cartes ou ceux des pratiques ? Que vaut le report d'une pratique arrêtée sur (par) une carte ? Comment appréhender le provisoire ?

Le premier récit, à condition de ne pas tomber dans l'oubli, pourrait s'imposer. Pour s'imposer, il faudrait qu'il soit répété, admis finalement. Tout est là. La circonstance a pu s'y prêter, mais un regard rapide sur la photo qui arrête ce moment de la fixation me fait penser que les conditions n'étaient pas réunies. Le petit monde qui était là réuni semble tellement déchu que l'autorité de passage ne pourra probablement pas se perpétuer. Personne ne le croira. Ce campement maure devenant village ne peut avoir été fondé par un « nassara² ». À moins qu'un mythe ou une histoire se soit échafaudé, il est probable que la fixation progressive d'un nom selon d'autres circonstances se soit imposée depuis. À vérifier au prochain passage, au prochain récit. Celui-ci « date » du 20 novembre 1993, il y a dix ans au moment où j'en témoigne en l'écrivant et cinq ans après qu'un atlas l'enregistre sans être sûr que cela ait un sens, le passage d'un échange oral à une fixation dans la mémoire et qui plus est écrite étant fort rare. La distinction bergsonienne de la mémoire souvenir et de la mémoire habitude est utile ici (Bergson, 1896). En géographie « spontanée », la mémoire habitude doit l'emporter dans la fixation des noms alors que la mémoire souvenir convient aux histoires de lieux, ce qui oblige à pointer l'utilité sociale et la variété des fonctions sociétales à l'œuvre dans l'écriture de la terre. L'expression convient-elle totalement d'ailleurs ? On décèle bien une association

primordiale de la géographie et de son écriture, la cartographie, car là se fixe une information cumulable et observable à distance. Or la mémoire n'a pas ce caractère définitif. Dans le souvenir comme dans l'habitude, elle conserve une faculté d'arrangement. En traînant dans ces parages du Sud-Est mauritanien, et même au-delà en Afrique, ce qui se sent c'est la labilité des noms de lieux, parfois leur superposition, parfois leur succession. Rien ne se décide pour toujours ; rien n'est toujours déjà là. D'autant plus que là où se réalise cette topogénèse, un événement récent vient de gommer une autre histoire de lieux qui pourrait être totalement oubliée, sinon pour entrer dans le souvenir, arrangé lui aussi, de ceux qui ont dû déguerpir à l'occasion de ce qu'il faut bien appeler une épuration.

De cette brève relation d'une histoire qui n'est pas finie, je retiens l'opposition de la vérification (qui va avec la fixation) et de la formulation (qui va avec l'adaptation), le besoin d'une certitude opposé au besoin de la réalité. À ce moment, je l'assimile à cette opération ambiguë qui m'a conduit là : tirer d'une enquête (orale) la source d'une information (écrite) qui fera « date » en témoignant d'un processus de sédentarisation. Mais où donc la sédentarisation réside-t-elle ? Dans la nomination ? L'identification du « groupe » qui s'y reconnaît est-elle si définitive elle-même ? Le lieu qui paraît en constitue-t-il le lien pour toujours ? Et un lien pour qui ? Est-il un lien pour ceux qui s'y succèdent ? Est-ce le même lieu ou le même site ? Les questions se bousculent avec le recul et l'espace « géographique » n'en est pas la clé lorsqu'on le prend pour un simple support d'enregistrement.

À l'expérience, dans cette Afrique comprise entre sédentarité et mobilité, il vaut mieux s'attendre au pire (pour le géographe s'entend) : l'éphémérité du lieu. Et il est instructif de penser qu'il en va ainsi de la plupart de nos repères même si l'Afrique porte, dans la doxa géographique, le rôle de l'enfance, de l'inachevé, de l'imperfection, destiné à progresser vers le modèle mûr, achevé, « parfait », selon le thème de la civilisation qui accompagna la colonisation et qui tient encore dans la formulation de l'aide au développement sous ses diverses formes. Le projet d'aménagement pour le développement n'est-il pas fatalement inscrit dans une perspective « écrite », qui est aussi celle de l'accumulation de la richesse par l'accumulation de l'information à laquelle serait liée la faculté de juger. Mais que penser alors du monde globalisé dont on dit qu'il est celui des délocalisations et relocalisations, celui d'une nouvelle labilité mal accordée à l'allocation localisée au point que certains ont pu parler de la fin de la géographie parallèlement à la fin de l'histoire (Fukuyama, 1992) ? L'expérience africaine ne pourrait-elle pas fournir de quoi penser le monde en inversant les postures habituelles ?

C'est cet écart qui sépare l'ancrage du mouvement que je voudrais relever ici, en passant la revue des tropes

géographiques compris dans cette tradition de l'écriture qui convient peut-être mal à la situation « décrite » qu'il faudrait « dire » tout simplement au fil de ce qui s'accomplit, même si l'écart qui sépare l'oral de l'écrit est trop simplificateur pour en rendre compte (Amselle, 2001). Deux lignes d'interprétation s'en dégagent, symboliquement éloignées et porteuses de jugements peu concordants. C'est un premier enseignement qui permet d'isoler une géographie spontanée de la géographie « raisonnée » qui porte sur une image arrêtée. Mais le filon va plus loin. Par inversion du modèle, ce qui pourrait être la seule justification de toute approche culturelle, je voudrais aussi traiter de l'expérience dans les multiples sens dont nous l'entendons. Il y a l'expérience du scientifique réduite à ses instruments d'appréciation et qui suppose donc l'arrêt sur l'image et le découpage (le phénomène). Il y a aussi l'expérience qui se prend avec l'âge (ce que l'on appelle parfois la sagesse), et puis il y a l'expérience de la pensée, comme Montaigne l'entend, qui dégage la spéculation par le haut en prenant le fait par le bas, le plus bas possible et sans illusion, des « essais », disait-il sans le scepticisme, qu'on lui prête. Il n'y a pas de raison que la géographie n'y accède pas. Essayons donc !

Trois tableaux de l'Afrique fantasmée des géographes sont d'abord dressés, qui éclairent le lieu sous des angles variés d'expériences, complémentaires mais décalés. Quelques clés différentes de celles qui sont couramment utilisées seront ensuite proposées, exemplaires d'une approche « culturelle » (mais non culturaliste) des situations, avec l'oralité comme passe. Une autre Afrique surgit alors moins mal adaptée au monde qu'on le dit habituellement et même dispensatrice de modèles alternatifs suggérant d'autres géographies et une attention nouvelle pour ce que je propose de nommer « géographie spontanée de l'espace mobile » (Retaillé, 1998).

II. AFRIQUE FANTASMÉE

A. Le continent maudit : expérience des explorateurs

Le monde est très habituellement découpé en ensembles géographiques auxquels des images fortes sont toujours attachées. Les continents, souvent associés à des « civilisations », occupent ainsi une position spécifique dans l'Histoire reconstituée de l'humanité en progrès. Depuis bien longtemps, l'idée court d'une translation de la civilisation d'une partie du monde à l'autre (Ibn Khaldun, 2002), jusqu'à ce qu'aujourd'hui cette « philosophie » soit mise à mal par une contemporanéité qui conduit à la coprésence. Quoi qu'il en soit, dans le schéma « européen » établi, l'Asie porte le passé dont les croisements ont permis le surgissement de l'Europe qui est le présent, l'Amérique, représentant le futur (Hegel, 1822). Pour le compléter, il faut encore noter que l'enfance ou le primitivisme sont les deux caractères ambivalents de l'Afrique, témoin d'un avant que se

déclenche le mouvement de l'Histoire. Encore que rien ne semble fini puisqu'il se pourrait que le futur se retrouve en Asie (Japon puis Chine). Toujours un peu en dehors semble-t-il, l'Inde et l'Afrique restent deux pôles de référence extérieurs pour des motifs très différents ! La définition du continent laissant la place à celle des « civilisations », l'Inde subsiste comme source de sagesse dans les fantasmes du monde occidental ; et l'Afrique joue toujours le rôle de la préhistoire (Faure, 1932). Dans ce cas, on le sait, la jeunesse ou l'arriération d'une civilisation peuvent signifier la barbarie tout comme l'ingénuité.

Ce sont là des arrière-plans qu'il est utile de prendre en compte puisqu'ils orientent les approches, même les plus contemporaines, des lieux du monde. Les relents de mythes ne sont jamais tout à fait éliminés du discours scientifique, fussent-ils les plus positifs. Mieux même, la science la plus universelle dans le domaine de l'homme et de la société pourrait être suspectée d'être aussi la plus doctrinale donc la plus idéologique : la moins scientifique alors ! Cela se vérifie à l'occasion de l'Afrique et la leçon n'a pas une valeur particulière ou singulière mais une portée générale qui produit des effets de retour sur l'ensemble des savoirs et théories disciplinaires.

« Comment peut-on être persan ? » : il ne semble pas que la leçon de Montesquieu ait été retenue bien que chacun se pique de scientificité et d'universalisme (ou plutôt de la généralité de la loi scientifique, ce qui n'est pas tout à fait la même chose). C'est que la comparaison est un exercice difficile mais nécessaire, auquel il est impossible de se soustraire bien qu'il ait fort mauvaise presse, et que l'on ne peut fausser en se gobergeant d'un savoir assuré de ce qui est vrai comme si c'était bien parce que ce devait être (le déterminisme de la science). Le mélange de téléologie, d'ontologie et de déontologie encombre nos discours. Il est bon d'en identifier les spéculations subreptices pour expurger le comparatisme de dogmes déplacés. Les tableaux géographiques de l'Afrique entretiennent, à ce titre, le souvenir d'un premier récit qui a laissé des traces par les thèmes de l'isolement, du sous-peuplement et du primitivisme, puis d'un second qui glose sur le sous-développement avant d'arriver à un dernier, pour le moment, qui s'appesantit sur la crise et l'inadaptation, tout cela placé dans une même ligne.

1. Isolement, sous-peuplement, primitivisme

Il nous reste de l'exploration africaine quelques figures qui, si elles se sont érodées, n'en sont pas moins reprises comme prémisses implicites de toute nouvelle mise en perspective. Notons d'abord que ces figures sont celles d'un abordage et d'une lente pénétration et non le fruit exposé d'un mûrissement intérieur sur soi. Les frontières de la nature sauvage et impénétrée se lèvent dès les rives. La barre que l'on pourrait croire continue s'impose

comme une première défense³. L'abordage du continent n'est possible qu'à la condition d'une rupture, le passage dans de frêles embarcations, les chaloupes descendues à la mer quand ce ne sont pas les pirogues de quelques sauvages curieux. Le second rang de défense, même si cela peut sembler contradictoire avec l'apparition des piroguiers, c'est l'absence. Rivage de dunes ou mur végétal, il ne se présente pas de havre comme les marins en cherchent. Et lorsque se présente un estuaire, c'est encombré de mangrove ou de marécages. Les traces d'occupation humaine, quand elles existent, semblent toujours très ténues. Pas de ports donc. Les fleuves eux-mêmes ne permettent pas de pénétrer loin, coupés qu'ils sont par les « rapides ». Pourtant, un monde inconnu et supputé existe, on le sait depuis la plus haute antiquité, soit par des récits fabuleux soit par quelques relations de voyages qui y contribuent. Des noms de lieux, des noms de peuples hantent les géographies savantes : les sources mystérieuses du Nil, les Ichtyophages, les Éthiopiens..., le Niger, Tombouctou et toujours la question de l'or. Ils sont plus souvent venus par le désert. Mais par là non plus, rien de possible avant longtemps. La réputation d'invincibilité tient bien au-delà des premiers franchissements. Le Sahara est une barrière à la civilisation si elle ne l'est pas tout à fait à l'exploit isolé. Qu'il s'agisse du désert ou de la forêt d'ailleurs, des vides humains toujours s'opposent à la progression.

Ce vide est géographique, il faut bien l'entendre, c'est-à-dire que les aventuriers explorateurs ne retrouvent pas les repères qu'ils attendent d'un pays : des paysages façonnés, civilisés (Berque, 1995). Des relais seulement sont possibles, ici ou là, dont on entend parler et que l'on ne peut rejoindre que guidé aventureusement par quelques indigènes toujours prompts à l'abandon, soumis qu'ils sont aux sortilèges de la brousse inconnue. Les récits et l'imaginaire sont ensemble au service d'un tableau ordonné qui demande donc à être vérifié : ce sont les moteurs de l'exploration. La sauvagerie rencontrée qui ne va pas sans quelques traits admirables et admirés (l'or toujours l'or) est liée à l'absence de communication et d'échanges. Aussi les rencontres sont-elles brutales dans la réciprocité. L'imagination doit être rabattue, souvent, et laisser place à une attention soutenue, à la recherche des moindres traces humaines au sens matériel et géographique d'abord mais, dans le même temps au sens anthropologique. La curiosité en retour est rapportée comme la première réaction donc un caractère premier des peuples visités. Une trace d'ingénuité. La distance et la subjectivité assumée sont rares bien que nécessaires à une approche raisonnable. Et il faut attendre les années trente avec Leiris et Weulersse pour en lire les rapports (Weulersse, 1931 ; Leiris, 1934). Avant eux, les explorateurs sont des aventuriers et les colonisateurs-géographes-ethnographes leur avaient emboîté le pas.

L'absence de paysage comme on l'entend longtemps en Europe, rend donc invisible l'empreinte humaine. Les constructions durables sont rares, ce qui va bien avec l'idée que la civilisation n'a pas atteint cet au-delà du monde. Faute des moyens qui lui seraient liés, la domination des éléments reste entière et une boucle se referme comme dans un raisonnement géographique éprouvé. Isolée du mouvement de l'esprit, l'Afrique n'a pu atteindre à l'organisation et aux savoirs qui rendent possibles le décollage ; l'humanité en germe qui y réside ne peut dépasser le stade de la horde simplement prédatrice des ressources qui se présentent dans la nature, le sous-peuplement étant la résultante de l'absence de société autant que de la parcimonie de la nature. De là à extrapoler les notations les plus extrêmes, c'est le recours fréquent auquel en appellent les explorateurs et découvreurs. Car le premier récit géographique de l'Afrique qui s'impose pour la suite, est le fait de « héros » qui se mettent en scène. L'insistance est portée sur les traits les plus exotiques ou les plus dramatiques du point de vue de l'humain civilisé. La valorisation de l'exploit et la relation sauvage se renvoient l'une à l'autre dans le tableau d'une réalité animiste sans prévision possible, oscillant entre l'attente merveilleuse et la découverte décevante, un tableau le plus souvent catastrophique de l'Afrique, terre sinistre et territoire des instincts, bien accordé au tout premier récit, celui de la Genèse, qui peut servir de référence. L'Afrique est et reste le continent maudit, quoi qu'en aient rapporté les voyageurs arabes qui avaient fait le détour dès le XIV^e siècle (Ibn Battuta) et quoi qu'en attendent les explorateurs. C'est la source d'un débat de cabinet. Le primitivisme renvoie aussi bien à la barbarie qu'à l'authenticité qui en sont les faces positive et négative (Ricard, 2000).

2. La peste, la faim, la guerre

A peste, fame et bello libero nos domine. Comme par retard, une vieille prière médiévale européenne pourrait encore valoir pour l'Afrique. Le progrès, le développement sont justement vus, chez nous, comme cette libération.

La peste est le nom générique de « la » maladie qui ne se contrôle pas, même par magie, et qui porte le signe de la fatalité. L'Afrique est par excellence le continent des maladies non maîtrisées : les grandes endémies y sont toujours présentes comme le paludisme d'abord, et moindrement les schistosomiasés ou l'onchocercose ; le SIDA s'y est ajouté au cours des deux dernières décennies. Les épidémies y font encore leurs ravages annuels : rougeole et méningite tous les ans chez les enfants, choléra de temps à autre comme la variole que l'on croit disparue. Techniquement, la plupart des endémies pourraient être éradiquées ou quasiment, la plupart des épidémies combattues, mais la combinaison de milieux insalubres, de réticences culturelles à la médecine moderne et de la faiblesse de l'infrastructure sociale incapable de

maîtriser des opérations de santé publique efficaces sont encore à la base de la plupart des raisonnements, même modernisés, qui ont cours dans la géographie des maladies et dans la géographie contemporaine de la santé.

Une géographie des maladies existe encore à l'intersection de l'épidémiologie et de l'écologie, insistant fort sur les conditions naturelles responsables de tous les maux comme on voulait le croire d'abord (l'Afrique fantasmée comme un continent dangereux). L'air, l'eau, la terre, les miasmes, les humeurs, la vermine, tous les ingrédients sont réunis dans la vérification du paradigme hippocratique (Sorre, 1943). Le relais pris par la géographie de la santé met en avant des pratiques sociales particulièrement dangereuses, l'incapacité à se plier à l'hygiène rationnelle minimale et enfin la misère qui rend trop coûteuse ou inefficace toute tentative de remédiation (Druhle, 1996). Mais les techniques légères de lutte contre la mort ont porté leurs fruits. La vaccination, somme toute généralisée, a permis la révolution démographique et laisse paraître une géographie de l'exception qui désigne les derniers recoins isolés de l'action publique ou de la possibilité d'intervention des organisations internationales désormais dites humanitaires. Mais l'on sait bien que cette action ou ces interventions se heurtent à quelques limites qui sont d'un ordre différent : celui de la lutte d'influence par les territoires et les « populations » « kidnappées » et instrumentalisées.

Avec la faim, le syndrome n'est pas loin, peut être même n'a-t-il pas tout à fait disparu. La faim endémique comme l'on dit d'une maladie permanente, résulte du cisaillement produit par la croissance démographique et l'incapacité d'augmenter notablement la production destinée à l'autoconsommation. Personne n'a jamais dit à quel niveau d'échelle devait se réaliser l'autosubsistance mais l'idée de surpeuplement n'est pas loin, assez paradoxale du fait des faibles densités que l'on peut mesurer par ailleurs.

La géographie de la faim est donc d'abord une géographie de l'agriculture liée à l'idée de l'autosuffisance locale (et l'on retombe sur la question de l'échelle). Admettons que le village et son terroir, le campement et son parcours d'élevage pastoral ou de cueillette forment les bonnes unités de compte : la géographie de la faim ressemble à une géographie de l'intensité d'exploitation, l'extensivité étant rapidement associée au déficit et l'intensivité au commerce. Quelle place réserver entre les deux à une agriculture qui assurerait à la fois l'alimentation et le revenu ? C'est le dilemme dont les modèles de développement ne trouvent pas l'issue (Couty, 1996). C'est que rien n'est jamais simple puisque la commercialisation suppose le dégagement d'un surplus et que pour dégager un surplus il faut se libérer de la consommation locale qui pèse trop ou que l'accroissement de la productivité permette d'en faire le saut. Or nous sommes là dans des systèmes de production agricole

largement fondés sur le travail manuel donc sur le nombre des bras. La production et l'intensivité n'augmentent qu'avec le nombre des hommes ce qui invalide un raisonnement fondé sur la surcharge démographique. Les modèles malthusien et anti-malthusien sont donc toujours opposés et l'on ne sait ce qui est le mieux. Perplexité des experts et fatalité font bon ménage. Toujours est-il qu'aujourd'hui comme au temps des premières explorations, il semble dans les discours rapides que les populations soient souvent faméliques ou toutes proches de l'être, sans sécurité du moins. À quoi s'ajoutent les désorganisations provoquées par les désordres « géopolitiques » et le pillage systématique des campagnes, une autre image récurrente.

La guerre est partout et plus présente en Afrique qu'ailleurs, sous des formes à la fois primitives et barbares qui sont ramassées derrière l'expression d'un tribalisme de base qui explique tout. Lorsque l'identité ne se prend que par les liens de sang, il est possible de croire que celui qui n'est pas lié est non seulement un étranger mais tout simplement pas un humain. Cette attitude a été très partagée par tous les peuples de l'histoire. On se dit que la barbarie en Afrique est encore fondée sur cette détermination. Ce qui semble différencier les guerres ethniques ou tribales des guerres inter-étatiques, c'est qu'elles sont des guerres à mort si l'on peut dire, qui ne trouvent leur dénouement que dans l'anéantissement de l'un des protagonistes. C'est une manière de comprendre ce que l'on appelle le génocide.

De surcroît, la guerre distrait un certain nombre de territoires de l'ordre légal, fût-il un ordre militaire et guerrier. On croit qu'environ un tiers de la surface du continent africain échappe à la règle, à la norme, à l'ordre, à l'information. C'est que la guerre se mène là en dehors des conventions et joue plus sur l'insécurité permanente que sur l'affrontement... frontal dont personne n'a les moyens. L'explication qu'on en donne c'est que l'outil de la stabilisation et de la négociation de l'ordre, l'État, n'existe pas vraiment. Les premiers explorateurs ne le reconnaissaient pas du fait d'un *a priori* historique. Nous continuons à le disqualifier du fait de son inefficience et de fonctionnements étranges (Terray, 1987).

Ainsi s'établit une géographie assez pimentée, catastrophique aussi, une sorte de géographie de la barbarie. Dans un autre genre, classique celui-là, le tableau peut changer totalement bien que formé des mêmes ingrédients. Son classicisme provient de son expression scolaire. C'est la leçon de chose tirée du continent noir.

B. Le continent noir : expérience scolaire

Un continent ? Une bonne définition devrait l'opposer à l'océan et à la mer. Au lieu de cela, une antique géographie l'oppose aux autres continents donnés en une liste tôt mémorisée comme un des principaux repères du

monde et nous avons vu comment cela appuyait toutes sortes de fantasmes : l'Afrique noire est le continent maudit. Pourtant, par opposition à la mer, une autre géographie est possible qui présenterait quelque intérêt. Au Nord, l'Afrique est méditerranéenne, à l'Est, elle est arabe ou indienne et même chinoise selon l'identité que l'on donne à l'océan qui porte les trois qualificatifs. À l'Ouest seulement l'Afrique est noire comme l'Europe l'a saisie avant de parvenir à l'Amérique. C'est adossé à ce vide que ce continent du vieux monde a pris sa couleur. C'est en partie la raison du paradigme que nous déclinons encore.

En inventant les Tropiques, les Européens ont désigné deux positions paradigmatiques, celle des « isles » et celle de l'Afrique (sur sa côte occidentale). En Amérique, les tropiques sont d'abord américains ; en Asie ils sont surtout orientaux. Seules les « isles » et l'Afrique sont naturellement tropicales. C'est là que l'on construit le modèle zonal moderne, celui de l'exploitation des terres selon leurs vocations.

La concordance des milieux et des genres de vie ajustés, trouve en Afrique son expression la plus développée. Ce tableau simplifié et calé dans le modèle zonal est fondé sur le déterminisme inoffensif qui ne s'attarde à l'exercice des correspondances que là où le fantasme d'une nature préservée gouverne l'approche. Il va sans dire que la même géographie montrera la liberté des hommes ailleurs dans le monde, mais pas dans ce continent tropical sans civilisation qui sert donc de référence négative et nostalgique à la fois. Pourtant, un affrontement de doctrine se retrouve dans les approches fortement teintées de racisme de l'ethnographie et de la géographie naissant à l'Afrique. D'un côté l'évolutionnisme proclame l'unité humaine et une histoire présentant des rythmes variés, observée comme une convergence ; d'un autre, les « cycles » et « cercles » de civilisations tiennent plus compte des races et des milieux géographiques en leur prêtant une vie propre, quasi biologique, la diffusion par contact et contamination finissant par rapprocher. Ces deux doctrines équivalentes se croisent en prenant différemment la substance humaine : soit l'unité est proclamée a priori, les formes étant variées et évolutives, la convergence étant une théorie possible de démonstration de cette unité ; soit l'indépendance et quasiment le polygénisme sont au départ et l'évolution ne peut être qu'externe par victoire et emprunt. Les mêmes matériaux empiriques peuvent être utilisés dans des démonstrations divergentes qui interprètent différemment l'inégalité (ou plutôt la différence) mais restent toutes engluées dans une approche comparée sur modèle qui ne peut éviter la hiérarchisation (Baumann et Westermann, 1957).

1. L'Afrique est d'abord le continent chaud

Aucun autre n'est comme lui presque tout entier compris entre les deux tropiques et le paradigme de la tropicalité y trouve son expression néfaste (comparée à

celle des isles) : on insiste toujours beaucoup sur la massivité du dessin. En Afrique, la tropicalité donc la chaleur se conjuguent avec la continentalité : qu'il s'agisse de la continentalité sèche ou de l'étouffement par la forêt, toujours l'air frais manque ; la brise marine et la montagne proche, qui rendent vivables les isles, manquent ici sinon sur les « plateaux » des villes blanches. Du moins dans le tableau retenu qui vaut surtout pour l'Afrique de l'Ouest et la cuvette centrale, l'Afrique des hautes terres entrant moins bien dans les schémas est négligée, ce qui n'empêche ni son exploration ni son exploitation plus pragmatiques que la fresque géographique et ethnographique qui passe dans le savoir commun et encombre le savoir savant de la « tradition » francophone. La chaleur prime donc et tout ce qui l'accompagne dans le raisonnement habituel : l'écrasement des hommes surtout et l'impossibilité de développer l'esprit, tout occupés que sont les corps à résister. Et l'eau ne suffit pas vraiment à tirer d'affaire.

En forêt, les chasseurs et les cueilleurs vivent en groupes réduits, quasiment en hordes si l'on pousse un peu loin le schéma caricatural et fantasmé de l'Afrique naturelle. L'horizon est bouché par la densité de la formation végétale et l'isolement des clairières perpétue la reproduction d'identités fractionnées, éloignées de l'entraînement du monde. Les leçons de chose des premières initiations ont la vie dure et l'agriculture capitaliste de plantation n'y a pas encore trouvé sa place sinon comme une anomalie, une destruction, une exploitation. En savane que l'on voit comme un milieu climacique malgré l'importance des processus anthropiques dans sa constitution, se sont levés les agriculteurs. Dans ce paysage ouvert comme l'on dit, l'horizon organise l'espace rempli de repères visibles cette fois. Les terroirs y prennent les formes régulières des auréoles bien ordonnées d'intensité décroissante de l'agriculture, depuis les jardins de case cultivés en permanence par les femmes, fumés, irrigués, jusqu'aux champs de brousse, cultivés épisodiquement, si la durée de la saison des pluies le permet et si du travail reste disponible. Mais globalement, l'isolement subsiste entre le mur forestier au Sud et le désert au Nord, les villages s'élèvent en signes, mais se fondent dans les couleurs de leur environnement. Vers la sécheresse et l'aridité climatique, l'agriculture laisse la place au pastoralisme et au nomadisme. Le consommateur secondaire animal est nécessaire dans l'exploitation du milieu. Et puisqu'on ne peut pas vivre des seuls produits du désert, la circulation nomade s'impose et même la relation inégale du pillage qui fait fondre les nomades sur les agriculteurs leurs voisins, de la même manière que les agriculteurs investissent progressivement les terres libres de la forêt par une conquête pionnière destructrice. Dans la lutte pour la survie et l'expansion, les modèles géographiques sont les voisins ou les extensions des modèles biologiques (Ratzel, 1897).

Le primitivisme des genres de vie qu'impose la chaleur conduit à une approche naturaliste des sociétés. Le prédateur (chasseur-cueilleur), le pasteur, l'agriculteur (planteur ou semeur) sont la base d'une hiérarchie par la géographie et par la race : une histoire de couches pour les uns de « cercles » pour les autres, sans grande différence au total. Les couches sont l'image d'une évolution interne qui laisse croire à un cheminement du passé vers le présent, la marche de la civilisation donc. Les cercles qui isolent des cultures primordiales séparées, comme Frobenius l'a fait (Baumann et Westermann, *op. cit.*), ouvrent ensuite la voie à un évolutionnisme de contact (métamorphisme ?) qui évoque plutôt la diffusion de la civilisation plus ou moins rapidement selon les contraintes du milieu naturel (Braudel, 1987). C'est plutôt là que se construit le tableau géographique alors que le tableau ethnographique serait contenu dans la première doctrine. Discontinuité, continuité et gradient, il y a matière à thèses géographiques.

Quelle unité africaine alors ? Et pourquoi une unité « noire » ? L'habitude de l'assignation et le résumé géographique ne suffisent pas tout à fait à l'expliquer. Si l'Afrique est le continent noir c'est comme paradigme d'un habitat. Il y a donc un paradoxe à entendre à la fois l'affirmation de l'unité « noire » et celle de la dispersion en « races », « ethnies », « tribus ». C'est le moins difficile à lever. Babel y suffit, tant qu'à en appeler au péché originel ou à ce qui le répète. Isolé ou maudit, c'est tout comme, l'Afrique est le continent de la dispersion. L'unité est là, dans le maintien ou le confinement même au primitivisme des « tribus ». Où que l'on se trouve les mêmes traits se relèvent : l'incompatibilité à l'accumulation des savoirs comme des richesses, la mosaïque entretenue, la guerre donc la faim et la « peste ». Et lorsqu'un départ vers la civilisation est entrevu, c'est toujours par la surimposition d'une culture extérieure, l'islam singulièrement, à la périphérie du cercle noir profond (Braudel, *op. cit.*).

Le continent tropical, resté à l'état de nature, qui n'a pas senti souffler l'esprit, qui n'a pas participé à l'histoire est aussi un continent sous-développé qui n'a rencontré la civilisation que par la transmission.

2. L'Afrique est le continent sous-développé

Une nouvelle image de l'Afrique s'est imposée avec les indépendances (autour de l'année 1960), dominant pour une trentaine d'années, jusqu'au tournant de 1986-1990 qui a vu le monde changer d'allure, plus que l'Afrique elle-même d'ailleurs. Ce tableau est d'abord économique dans son objet et fonctionnaliste dans sa composition. C'est-à-dire que les faits décrivant les hommes et leurs territoires sont organisés dans une perspective déterministe selon la double dimension du temps et de l'espace par le développement. Alors que le tableau « naturaliste » démarre par l'a priori du lieu et de sa vocation,

le tableau fonctionnaliste est construit sur une structure binaire en centre-périphérie qui comprend la continuité des faits. Le tableau naturaliste isolait les situations presque incomparables ; le tableau fonctionnaliste compare, au contraire, en classant par des indicateurs universels. C'est bien là, toute la question de cette « croyance occidentale » nommée développement, quelles que soient les théories (Rist, 1996). L'eurocentrisme y est toujours très fort par une philosophie de l'histoire qui conduit ce qui est européen à l'universel. Le continent tropical resté à l'état de nature est alors un continent isolé donc sous-développé. CQFD. Bizarrie du raisonnement ? Loin s'en faut. La géographie tient la route. Voyons sa construction.

L'Afrique continent sous-développé ? Il peut sembler que la proposition sera difficile à nier. Pourtant, ce n'est pas si simple non plus. Dans la mesure du sous-développement comme elle est habituellement présentée, l'Afrique présente les plus mauvais indicateurs et réunit les situations les plus désastreuses. La moitié des pays les moins avancés y sont localisés, le plus grand dénuement s'y rencontre ; nulle part ailleurs il n'est possible de rencontrer des infrastructures aussi sommaires parfois ou inexistantes malgré la présence des hommes. Mais le sous-développement est bien sûr une notion toute relative, attachée encore une fois à une manière d'envisager l'histoire, le bien être et la finalité des sociétés. La démonstration est assez faite pour ne pas revenir sur cette illusion occidentale. Mais à propos de l'Afrique, trois exemples examinés d'un peu plus près permettront de saisir la grande relativité des indicateurs eux-mêmes.

Les agrégats économiques qui servent dans un premier temps à évaluer et classer les économies donc les sociétés (le donc est déjà tout un programme) sont bien sûr fondés sur des évaluations monétaires comme la comptabilité nationale peut les enregistrer. Cela appelle deux remarques sommaires : puisque l'économie fonctionne largement en autosubsistance ou dans des systèmes d'échange pré-monétaires, ou encore en dehors de tout enregistrement d'activité, la sous-évaluation du niveau réel de la production de richesse est compréhensible malgré tous les ajustements possibles. Il n'empêche : que l'activité économique échappe ainsi à la mesure reste la dernière preuve du sous-développement, l'économie comme bricolage.

D'autres critères, plus sociaux sont, semble-t-il, moins contestables. L'alimentation et la scolarisation, comparées aux standards mondiaux, présentent de grands écarts défavorables à l'Afrique : on y mange moins et de manière moins variée ; on y fréquente moins l'école. Pourtant la famine a disparu en Afrique et si la malnutrition est encore visible, le niveau de crise est le plus souvent évité depuis les dernières grandes catastrophes sahélienne et éthiopienne. Et lorsque la famine réapparaît, c'est dans des conditions très spécifiques d'environnement troublé, dans la guerre ou dans les camps de réfugiés en

déplacements permanents. De là proviennent nos images, jusque celles de la faim, retenues dans le tableau du continent maudit (Brunel, 1986). En matière de scolarisation les mêmes travers de l'évaluation se retrouvent. En portant sur l'école de l'État, sur l'école des Blancs, sur l'école coloniale, on l'appelle comme on veut, il est toujours vérifié que les taux d'inscription sont faibles, que les taux de fréquentation le sont encore plus et que l'absence d'un réel débouché aux diplômés justifie la faible attractivité de l'institution. Mais la difficulté est nettement antérieure. À grande distance de la société à laquelle elle est censée formée, l'école qui utilise une autre langue et une autre culture semble largement déconnectée de son environnement. Par ailleurs, le schéma d'implantation, aussi bien dans la dimension du village que dans celle de l'État entier, place réellement l'école au loin. Sans compter que son sous-équipement ne permet pas d'aboutir aux objectifs fixés. Le réseau de l'école n'entre pas dans le réseau de la société et il est difficile d'évaluer le niveau de développement sinon l'écart à un modèle étranger encore une fois. L'apprentissage et l'éducation se font ailleurs et autrement qu'à l'école dans des formes beaucoup plus diffuses spatialement mais aussi beaucoup plus intégrées socialement. Cela ne s'évalue pas et manque à l'appel des statistiques internationales. L'absence de l'école formelle n'en est pas moins retenue comme marque fondamentale.

C'est sur les critères démographiques qu'il semble le moins facile d'établir une critique. La naissance et la mort sont trop près de la vie que le maintien en vie de ceux qui sont nés s'impose comme un impératif universel. Les indicateurs trop sommaires comme la natalité générale ou la mortalité générale ne sont plus retenus du fait de l'importance des effets de structure. Mais les indicateurs relatifs qui touchent au plus près l'individu « moyen », c'est-à-dire l'espérance de vie à la naissance (la mortalité par âge) et la mortalité infantile ne sont pas très attaquables. Ils sont en Afrique assez nettement moins favorables malgré les progrès : une mortalité infantile aux alentours de 100 pour mille avec de très fortes variations locales et sociales, une espérance de vie à la naissance dépassant difficilement 55 ans.

Du côté des activités de production, la domination de l'activité agricole nous ramène au premier tableau, celui d'une Afrique qui s'est mal dégagée de la nature et dont les hommes vivent encore sous l'effet des contraintes physiques majeures. La modernisation des activités agricoles par l'introduction de techniques, de capitaux et d'orientation d'origine extérieure ne se traduit guère par l'entraînement d'une mutation globale qui pourrait être prise pour le développement. Ce n'est qu'un vernis ou une introduction très localisée. Il en va de même pour les activités d'extraction minière. Le tout supporte une rente qui permet à une frange limitée de la société de s'introduire dans l'économie mondiale par cette toute dernière extrémité. Quelques villes capitales ou portuaires

bénéficient de cette position d'interface, mais l'écart à la société générale et à son espace est grand. Nous pouvons proposer, à ce point qu'un bon indicateur de développement serait, à tout prendre, la mesure de l'intégration socio-spatiale plutôt que le descripteurs socio-économiques qui abstraient trop fortement la société sous la forme d'une population visitée par une moyenne qui n'a pas grand sens. Ainsi apparaît-il que les « progrès » de l'agriculture sont très largement fonction du niveau d'urbanisation (Chaléard, 1996).

Mais quand nous pouvons dépasser le tableau naturel de l'Afrique et des genres de vie, que nous voulons comme maintenant, introduire la mesure de la distance et de l'intégration, alors resurgit l'idée fantasmée de l'isolement et de l'incommunicabilité. Le premier rappelle l'interprétation du sous-peuplement qui apparaît objectivement comme une contrainte majeure en totale contradiction avec les évaluations démographiques du sous-développement. Le travail manque finalement pour une maîtrise évoluée du milieu. La seconde rappelle la distance culturelle et quelque peu le primitivisme fantasmé, lui aussi, qui vient confirmer soit la difficulté naturelle soit l'isolement des grands courants de la modernisation quand ce n'est pas une résistance culturelle ajoutée aux dissensions internes. Dans tous les cas, le tableau du sous-développement tout comme celui des fléaux est largement sous influence d'une approche très stéréotypée marquée par la posture de l'explorateur civilisé. Tout cela va dans le sens de la fatalité. La posture inversée insiste plutôt sur le désordre introduit par une ouverture forcée au monde de l'histoire : la colonisation et ses suites.

C. Le continent colonisé : expérience politique

Le troisième tableau qui peut être proposé s'inscrit dans le prolongement des deux précédents. C'est celui de la crise africaine, lui aussi marqué par les fantasmes initiaux qui sont simplement exploités d'une manière déférente. La colonisation qui avait la civilisation comme motif devient le facteur principal de crise touchant tout le continent dont l'ouverture tardive relaie des politiques coloniales sur le retour au moment de l'expansion capitaliste (Amin, 1989 ; Dozon, 2003). En quelques décennies, à la charnière des siècles XIX et XX, le vide devient plein, la carte se dessine. C'est là que se fabrique une nouvelle unité de situation par-delà la variété et la dispersion : l'Afrique est le continent colonisé et son cœur noir en est le résumé.

En première approche, on peut dire que la crise (la rupture, l'ouverture) vient frapper une Afrique ambivalente, idyllique, paradisiaque, justement proche d'un état de nature préférable à toute perversion ou arriérée, non civilisée et restée à l'écart des progrès humains. Toute pénétration extérieure, dans la fragilité de la création, se traduirait par un déséquilibre brutal et l'impossible choix entre le « progrès » et l'authenticité, la tension

se traduisant dans tous les domaines, politique, économique, social, culturel. Dans une version adoucie, si l'on peut dire, la crise serait, en second, un effet particulièrement ressenti de la mutation mondiale dont les effets sont d'autant plus forts que le continent tout entier serait incapable de supporter de nouvelles adaptations alors que celles du train précédent de la colonisation et de la décolonisation n'ont pas été digérées, ou pis encore, auraient provoqué des fragilités dont on enregistre maintenant toute l'ampleur. À y regarder de plus près, les deux interprétations de la crise sont de même nature fondamentale seulement séparées par la durée. La première vision s'inscrit dans un temps si long qu'elle devient structure par le couple opposé de l'isolement et de l'ouverture ; la seconde s'inscrit dans le temps moyen à court et évalue plutôt des capacités à réagir, à entrer dans les jeux mondiaux, etc. La première décrit une crise qui dure tellement que l'on se prend à douter du bien fondé du mot et de la notion, pour rejoindre le qualificatif de maudit, fatalement ; la deuxième, au contraire, insiste plutôt sur la mauvaise voie choisie, l'impossible héritage de la méthode d'introduction dans le monde.

Les grands thèmes de la crise peuvent être aisément sélectionnés. Ils se présentent sous des formes paradoxales le plus souvent et sont toujours ramenés à l'arrière-plan explicatif de l'ouverture forcée sur le monde qui prend le plus souvent le tour négatif de la colonisation comme, en général, on la juge et l'évalue. Qu'il s'agisse de questions économiques, politiques ou culturelles, la situation africaine est toujours en mauvaise position comparative ; les équilibres n'y sont pas atteints comme si les liens sociaux aussi bien internes qu'externes étaient totalement défaillants. Aucune régulation politique ou sociale ne guide les activités économiques, aucune logique sociale ou économique ne vient appuyer la légitimité d'une option politique ; tout se passe comme si les grands secteurs fonctionnels des sociétés étaient séparés et parfois divergents. La cohésion des sociétés ne se réalise pas, la « civilisation » produit l'effet inverse de ce qui était attendu.

1. L'État importé

Ainsi les faits paradoxaux dominant-ils le tableau de la crise comme pour nous dire que rien là ne fonctionne comme ailleurs. C'est toujours un effet lointain de l'isolement qui se présente ici comme une trop grande distance. En politique, l'absence d'État moderne au moment de la colonisation est prise pour un retard, une preuve d'enfance dans l'histoire. Plus encore c'est utilisé comme la preuve d'une absence d'histoire, ajouté au canon positiviste de l'écriture. Ce qui est discutable (Balandier, 1967). Mais l'installation d'États et surtout de territoires d'États crée les ferments d'une déstabilisation qui court partout, manifeste ses effets ici puis là sans que jamais la stabilité attendue de la carte politique ne soit atteinte. Il faut remarquer que même au lieu de

l'invention de l'État cette carte n'est pas stabilisée et que quelques guerres de belle ampleur ont prouvé et prouvent encore l'inachèvement du modèle de l'Europe. Il n'empêche, c'est plutôt pour l'Afrique que cet étonnement conduit à un jugement de crise, l'État importé est perturbateur (Badie, 1992).

En économie, l'autosubsistance était aussi prise comme un retard et pis une faiblesse par le risque et l'incertitude d'une ressource exclusivement locale. Mais la contradiction n'est pas rare en la matière puisque toutes les politiques de développement jouent à la fois sur l'augmentation de la production locale d'autoconsommation et sur la production de biens d'exportation qui place chaque terroir dans le mouvement mondial de développement par le marché et la spécialisation. Mais la double application de cette politique a conduit dans le même temps à une concurrence sur la terre et sur le travail disponibles, nuisible aux deux activités ; elle s'est traduite par l'introduction de régimes fonciers spoliateurs des communautés sans que l'individu ait pris réellement place centrale dans le système social. Plus généralement le fonctionnement de l'échange n'a pas nettement profité aux paysanneries qui se retrouvent dans une situation assez identique à celle de toutes les autres et désormais pressées par le besoin d'exode.

Culturellement rien n'est pareillement mesurable. Le plus visible est aussi le moins significatif, le plus folklorique. Qu'il s'agisse de vêtement et même d'alimentation, de modes en tout genre, l'interprétation de crise est limitée aux nostalgiques de l'authenticité apparente ou formelle. Il en va autrement et plus profondément de la langue et de l'école. C'est vrai que la langue coloniale a introduit une rupture dans la société entre ceux qui la pratiquent et en même temps pratiquent l'écrit et ceux qui sont restés dans le domaine de l'oralité. La question n'est pas véritablement celle de la pureté ; une langue de plus, une langue de moins compte peu dans des usages qui sont peu économes de ce côté. Mais la séparation de l'écriture et de l'oralité a une portée beaucoup plus lointaine. Renforcée par l'école, c'est une manière de penser qui s'introduit en rupture, plaçant d'un côté tout ce qui relèvera de l'État et de l'autre ce qui relève de la « tradition ». L'école comme l'État sont placés significativement en dehors de la société dont on extrait une minorité d'individus qui deviendront les clercs ou les bureaucrates. Les contenus du savoir changent eux aussi radicalement tant sur le monde qui perd son enchantement que sur la société elle-même qui oublie le nom des ancêtres. D'autant plus que la langue de l'écriture est une langue « coloniale », les tentatives artificielles d'écriture des langues locales échouant.

Rien, au total, de ce qui était censé remédier au retard africain n'a eu l'effet escompté : au contraire, tout a été facteur de « crise ». Ces différents registres de perturbation se sentent à travers des formes matérielles ou

concrètes assez incontestables. C'est d'abord l'incapacité des États pourtant omnipotents et dictatoriaux à assumer le contrat hobbesien de la sécurité sociale, économique et militaire. Pis même, l'État constitue un dérèglement dont souffre le plus souvent la société. Ce n'est bien sûr pas l'État en soi mais l'utilisation qui est faite de l'instrument qui est mis en cause. La transformation le plus souvent brutale des régimes et le passage d'équipes variées et d'orientations doctrinales opposées n'ont rien changé à la généralité. L'État, par la force de l'enjeu qu'il représente, par la capacité d'agir qu'il autorise, sans commune mesure avec les organisations traditionnelles, exagère même le niveau des maux qu'il peut générer comme la guerre par exemple. Face à cela, la désorganisation des solidarités « culturellement » héritées, mal relayées par un État incapable de tenir l'ampleur des territoires ni de soutenir la diversité des populations qui le composent (vieux conflits ethniques internes) laisse démunies les populations placées face aux fléaux qui peuvent s'abattre comme une tempête, une inondation, une sécheresse majeure, etc. Les techniques d'encadrement sont devenues extrêmement faibles dans ce nouveau vêtement.

C'est, entre autres, que la base économique a mal suivi la croissance démographique. Non que le niveau de la production soit insuffisant, on ne peut d'ailleurs pas sérieusement l'évaluer et les avis divergent considérablement, mais l'organisation même de l'économie mal reliée à la société crée ces distorsions de lieux et de secteurs qui rendent difficile l'accès aux biens essentiels. L'autosubsistance subsiste à un niveau important pendant que les cultures alimentaires sont devenues des cultures commerciales répondant aux besoins des marchés urbains et même au-delà. Cependant la capacité d'acheter ne suit pas vraiment le niveau des besoins justement du fait de l'abandon du secteur productif primaire par un bon nombre de jeunes hommes surtout. Le salariat n'a pas accompagné ce passage et ce que l'on appelle l'économie informelle, si elle permet l'alimentation de ses travailleurs, n'enclenche pas réellement la croissance mais seulement le rendement des petits capitaux qui y sont détenus. Le capital s'accumule peu et mal dans l'économie africaine au moment même où il est le plus nécessaire dans les compétitions globales et où l'État, déjà défaillant, se trouve disqualifié de ce jeu-là. L'économie en reste à la méthode de la traite pour ce qui permet de rejoindre les grands marchés et l'on voit mal l'économie agricole suivre le train de modernisation en profondeur qu'elle a connu dans les sociétés qui servent de repères et de comparaison.

Dans ce tableau général et très cursif sur lequel il faudra revenir, un arrière plan explicatif est plus souvent appelé que les autres : la colonisation. Plus en arrière encore, la nature difficile et l'arriération profonde qui a maintenu un continent entier hors de l'histoire forment ensemble un argument d'excuse qui laisse douter de la

capacité de la colonisation à tirer quoi que ce soit de ces territoires et de ces populations dominés ; dans le même mouvement, la lutte actuelle semble devoir porter contre les mêmes handicaps à quoi la colonisation n'a ajouté que dérèglement. C'est un peu comme si en essayant d'introduire la civilisation dans un coin du monde resté à l'état de nature primitive, les Européens et leur civilisation avaient échoué et de plus perturbé un équilibre antérieur qui avait au moins le mérite d'exister. Ainsi les fantasmes, les idéologies, les projets et les réalisations se rejoignent dans un tableau de situation qui frise la désolation.

2. Une géographie fantasmée

L'état de l'Afrique avant la colonisation a été largement fantasmé, on l'a compris, et les fantasmes ont eu la vie dure jusqu'à aujourd'hui, se retrouvant dans le tableau géographique ordinaire. La colonisation et ses effets ont aussi été interprétés idéologiquement, c'est bien normal, conduisant au réveil de quelques fantasmes comme celui du communisme primitif qui pourrait être retrouvé dans des cadres rénovés par la révolution (voir le thème des coopératives et associations créées par milliers). Cependant, le passage à la pratique n'a pas été bien assuré. Et si la revendication d'indépendance a été légitime, les cadres dans lesquels elle s'est manifestée n'étaient pas forcément les bons, tous coloniaux qu'ils étaient, et pas forcément légitimes au regard des sociétés locales. De la même manière, l'appel, aujourd'hui, à l'argument colonial après une période d'indépendance des États modernes déjà aussi longue qu'avait été la présence coloniale paraît un peu faible et mal relié à la démonstration du néo-colonialisme. Mais le constat de crise est toujours repris, un peu passivement, avec l'idée de la fatalité présente à l'esprit. À quoi s'ajoute l'idée inverse mais non contradictoire d'une exploitation et d'une faute extérieure.

Quelques thèmes majeurs emportent cet envol moral et politique. La traite esclavagiste est de ceux-là évidemment, et de forte résonance, écartant à tout jamais la possibilité d'une analyse posée. Si la présence coloniale est restée de faible durée, la fréquentation étrangère a été beaucoup plus durable et relayée par des organisations indigènes. La saignée séculaire de l'Afrique débute par le monde arabe sur les rivages sud du Sahara ou tout le long de la côte est du continent. Elle se perd dans un puits mortel, cette migration forcée n'ayant pas laissé de postérité « visible » dans les lieux d'importation. Il n'en va pas de même du courant occidental qui a peuplé l'Amérique et les îles par les navires négriers européens. Le témoignage est vivant là-bas. Cette hémorragie est précoloniale, on le sait et du fait de ses relais locaux a laissé des traces sous la forme de tensions identitaires déjà décelables dans la structuration des espaces de traite : les empires théocratiques, marchands ou militaires et leurs marges d'approvisionne-

ment. Avant la colonisation même, il existait une architecture continentale plus réelle sans doute que les images des explorateurs héroïques n'ont pu le laisser croire (Iliffe, 1995).

C'est dans cette tension de l'exploitation des richesses et de la négociation avec les rois locaux que s'est déroulée la conquête coloniale et la concurrence qu'elle induisit. En fait, le principe même de la conquête l'emporte sur tout autre considération. Les comptes ne sont faits que plus tard. Ce qui compte justement c'est la concurrence impériale et assez peu les territoires, encore moins les hommes, sinon comme les instruments de la puissance dont les manifestations ne se montrent qu'en Europe. Au total, assez paradoxalement, la colonisation n'a été que très faible : pas de peuplement, pas de mise en valeur, peu d'infrastructures. Seulement le pouvoir nominal, un impôt très lourd qui vise à éviter les frais de la colonisation et la surface de l'Empire.

Même faible, la colonisation a cependant inversé la géographie africaine en la polarisant sur les côtes et sur les quelques rares sites d'exploitation minière ou de plantation, de même qu'elle a introduit les ruptures dans le fonctionnement des solidarités sociales et dans la culture. Il faudra le revoir plus à fond et tenter de faire la part de l'héritage colonial dans les désastres d'aujourd'hui ; du moins observer par quels canaux il peut se transmettre si faible et si lointain soit-il.

Les indicateurs posent problème on l'a vu, mais, derrière eux et plus gravement encore, la conception de la société et du territoire qu'ils induisent, forme modèle jusqu'à devenir norme. L'Afrique est mal partie ? C'est qu'elle n'obéit pas au modèle. L'Afrique est dépendante ? C'est qu'un modèle s'impose. L'utilisation de modèles dans l'exercice de comparaison et dans le jugement qui s'ensuit relève fondamentalement du fantasme, celui d'un ordre universel préexistant mais plus ou moins bien réalisé. Les diverses théories du développement et du sous-développement appliquées à l'Afrique, s'en ressentent toujours. Le tableau de ces théories est aussi, voire plus, instructif que celui des indicateurs. D'autant qu'il mobilise les sociétés elles-mêmes et détermine en partie leur relation au reste du monde. En même temps, l'appropriation de ces thèmes et approches a conduit à négliger les conceptions que les sociétés avaient d'elles-mêmes et de leurs territoires et auxquelles elles se réfèrent toujours même « inconsciemment » ou du moins habillées d'une phraséologie importée.

Il est difficile d'échapper aux *a priori* fortement installés, et, dans le domaine des sciences humaines, aux doctrines qui orientent postures et problématiques. Deux grands schèmes dominent la recherche africaniste : la vérité du terrain et l'héroïsme de l'explorateur. Il faut en prendre conscience avant d'aborder les témoignages

des voyageurs ou maintenant des reporters de tous horizons, avant aussi de saisir les rapports de recherches. Non qu'il faille refroidir les sujets et les prendre de manière anodine comme en franchissant le seuil de son domicile. On n'entre pas de plain-pied dans une réalité étrange qui ne saurait être réduite au ravalement des indicateurs universels. Mais il n'est pas question non plus de s'enfermer dans le relativisme extrême, ou dans l'exotisme, au point de refuser la possibilité de comparer pour comprendre ou mettre en perspective. Notre géographie est réglée comme un tableau à double entrée : un lieu et un caractère fixés dans un système de coordonnées, expliqués par quelques modèles bien ancrés qui valent ici sans pour autant prendre valeur universelle lorsque la pratique impose d'autres références. Ce qu'il est difficile d'admettre puisque nos apprentissages y sont soumis. On se réfugie alors dans le général, le simplifié qui tient dans la formule insensée du « toutes choses égales par ailleurs ». Or justement, lorsque les choses ne sont pas égales par ailleurs, tout change. Les apparences sont là, nos croyances aussi. Mais comment relier ce que l'on sait et ce que l'on vit ? L'expérience, à la condition que les blindages de la science suffisante soient affaiblis, offre la possibilité d'une jeunesse ou même de la virginité dans la connaissance, qui ne sont pas loin de ressembler à un fantasme elles-mêmes. C'est Leiris qui propose qu'on atteigne l'objectivité qu'à la condition de pousser la subjectivité jusqu'au paroxysme. Parce qu'en effet, ce que nous maîtrisons le mieux ce sont nos hypothèses ; ce que nous connaissons le moins mal c'est nous-même. Encore faut-il accepter de se rapprocher, comme sujet, de l'objet. En géographie, cela signifie l'abandon de la carte déjà établie, par exemple, ou des critères d'évaluation dûment étalonnés. Ce que nous ne savons pas vraiment faire. C'est un problème de distance et de posture à régler.

III. CLÉS POUR L'AFRIQUE

Les clés qui sont livrées ici relèvent elles aussi de fantasmes du point de vue de la science géographique, bien qu'elles fassent l'objet d'autres approches comme l'anthropologie en premier lieu. Mais leur utilisation est rare dans la compréhension du territoire. Un grand écart subsiste entre la compréhension des sociétés, et ce dès la colonisation, et le tableau géographique figé dans la nature matérielle évaluée à travers les modèles européens. Cet écart doit lui aussi être réduit (Balandier, 1957). C'est l'objet de la géographie culturelle qui ne se limite pas d'ailleurs à une ethno-géographie mais tente d'atteindre jusqu'à la conception générale de l'espace, le régime de spatialité, c'est-à-dire la manière d'être avec l'espace ou plus précisément avec la distance. Le lien à la terre, le lien aux hommes et le canal de la communication sont les trois clés géographiques qu'une approche « culturelle » peut avantageusement observer, autrement dit, en Afrique, l'oralité, l'ethnicité et ce qu'il reste d'expression de l'animisme.

A. Oralité (Goody, 1994)

Une inquiétude pour les historiens (le problème de la mémoire), un objet heuristique pour les linguistes et les anthropologues, mais qu'en est-il pour les géographes (ou les juristes) qui penchent de l'oral vers l'écrit ? Le passage à la carte (comme le passage à loi « écrite ») stabilise la « coutume » et transforme le savoir accumulé donc le jugement en rognant sur la « jurisprudence ». Une marche vers le discours positif de plus en plus libéré de l'interprétation. Ce qui est le plus vrai pour la loi l'est-il aussi pour la « carte », ce premier acte géographique raisonné.

« Il y a des lieux de mémoire parce qu'il n'y a plus de milieux de mémoire » écrit Pierre Nora en introduisant l'œuvre majeure qu'il a dirigée (Nora, 1984). Et d'associer cette mutation à la fin des paysans et à la mondialisation, à l'actualité. Rien de moins. Derrière cela, la répétition, la mémoire comme vie, « l'identification charnelle de l'acte et du sens » ont disparu. La laïcité s'est imposée, qui est celle de la critique, de l'histoire pour tout dire, le relatif au regard de l'absolu. « Au cœur de l'histoire, travaille un criticisme destructeur de mémoire spontanée... un exercice réglé ». Les mots pèsent lourd et ils sont justes. Mais de la même manière que l'histoire a commencé à faire son histoire, il est possible d'entendre et de juger la variation de la mémoire et d'y trouver, comme dans l'historiographie, les traces d'un savoir de la société sur elle-même. C'est du moins ce que l'on ressent confusément en étant immergé dans ce que l'on appelle « tradition orale » qui n'est que l'exercice négocié de la vérité actualisée (Calame-Griaule, 1977).

Amadou Hampaté Ba est l'auteur d'une formule reprise à l'envi : quand un vieillard meurt, c'est une bibliothèque qui brûle. Il me semble qu'il y a là un contresens liée à une réflexion entièrement dominée par le principe de l'écrit et de la mémoire fixée. Or l'oral n'est pas que la récitation (pensons à la récitation des sourates du Coran qui ne peut s'écarter de l'autorité divine de l'écrit). Il est aussi invention qui peut être sans lendemain ou promise à la reprise. La « tradition orale » comme l'on dit, serait porteuse de la mémoire et par là orientée. Mais l'apposition a un sens plus marqué. Elle confine ce qui se dit au mythe et à son interprétation en emportant le mouvement du jugement vers la fausse valeur de la tradition, honnie par les uns, glorifiée par les autres. Il faut donc d'abord s'écarter de ce piège dans lequel d'un bord comme de l'autre nous pouvons tomber. Rien n'est dédicé pour toujours

Toute tradition produit de la modernité et certaines traditions, sinon toutes, ont la modernité... pour tradition. L'on peut même considérer que le régime de l'oralité en est la pointe puisque dans chaque échange, l'actualisation et le dépassement sont nécessaires. Post-modernité diront certains ! Dans tous les cas, tradition orale sont

deux mots qui ne vont pas si bien ensemble. L'expression orale n'étant pas que récitation - on devrait même dire que lorsqu'elle l'est, elle s'approche de l'écrit - les variations ne peuvent être écartées. Nous prendrons donc l'oralité pour l'expression, en langage, de l'actualité la plus immédiate. Il est possible d'aller un peu plus loin encore.

L'oralité, un peu comme la culture populaire, est marquée par une analyse sociale qui la confine à des catégories de la société démunies en capital culturel. C'est simplifier beaucoup en ne prenant pas en compte que la culture écrite est partout dans les sociétés d'écriture, y compris dans les fractions défavorisées ; c'est oublier que le régime de l'oralité concerne toutes les « classes » y compris les plus éduquées parce qu'il arrive à chacun de devoir s'exprimer sans forcément parler comme un livre ni une carte ou un plan. Le rapport de l'oral et de l'écrit n'est pas si tranché et il faut faire un effort de réduction pour isoler ce qui relève vraiment du régime d'oral qui n'est pas que structural mais aussi très circonstanciel à l'intérieur d'une culture qui englobe le tout (Chartier, 1996).

Dans quelles circonstances le rapport oral peut-il l'emporter sur la répétition (récitation ou référence à un texte fixé) ? Deux niveaux peuvent être distingués : celui de la pratique quotidienne de la relation sociale langagière et celui de la pratique exceptionnelle de la parole. Si nous voulons atteindre les structures profondes de la pensée pratique, c'est vers la seconde qu'il faut se pencher. Et en Afrique cela se sent encore. Qu'il s'agisse de rites ayant trait à la terre, ou d'expressions de l'identité, nous tenons deux fils fondamentaux de la spatialité, surtout lorsqu'on les noue (Augé, 2003).

B. Ethnicité

La balkanisation de l'Afrique souvent évoquée comme dans le regret d'une unité perdue, est nettement moindre que celle de l'Europe : 50 États sur 30 millions de km². Mis à part quelques-uns, les États d'Afrique ne sont pas particulièrement petits ; certains sont même vastes à très vastes, ce d'autant plus qu'ils sont vides. En vérité, un élément du premier tableau vient interférer avec le second qui insiste plus sur les équilibres pauvres que sur les fléaux de la nature. Mais les fantasmes passent facilement les frontières d'une rationalité pour venir hanter les voisins et les contraires. La guerre, donc, laisse croire à un éparpillement des hommes et des sociétés ? Et comme nous ne jugeons rien sans référence à l'État, nous imaginons immédiatement une explication géopolitique. Cependant le problème n'est pas véritablement là. Les guerres sont pour la plupart des guerres dites « civiles », ce qui n'a pas beaucoup de sens ici. Quoi qu'il en soit, ce ne sont pas ou très rarement des guerres interétatiques, des guerres de frontières mais des conflits pour le contrôle des noyaux de peuplement et

d'activités qui, on se le rappelle, semblent isolés les uns des autres dans une ambiance de sous-peuplement général.

Les sociétés africaines ne s'identifient pas par le territoire et certainement pas par le territoire de l'État mais comme des réseaux de solidarité dont les métriques sont très différentes (des rhizomes (Durand, Lévy, Retailé, 1992)). Et si identités il y a, c'est ce que l'on appelle la frontière de l'ethnie qui la marque sans forcément « géopolitiser » (Barth, 1969). Des réseaux adaptés à la structuration même des sociétés, à l'importance de l'échange social, à la chaîne de solidarité dans la complémentarité des situations montrent plutôt une grande capacité à traverser des distances longues et vides et à placer dans la proximité des individus que rien, a priori, ne rapprocherait dans des métriques qui sont les nôtres ici. Les langues véhiculaires, par exemple, sont aussi anciennes que cette Afrique : dioula, haoussa, swahili, etc. On n'oubliera pas enfin que même la colonisation qui a introduit l'idée de frontière linéaire a aussi constitué de vastes empires qui formaient des unités d'administration, de langue voire d'économie dont il reste quelques souvenirs. Rien ne permet de dire que l'Afrique soit un continent éclaté sinon l'application peu fondée d'un modèle de lecture de la situation de guerre qui n'a rien à voir avec le problème.

Alors que la circulation et les circonstances de récitation de l'identité renouvellent sans cesse le cousinage, y compris entre inégaux, la colonisation a inventé des territoires dans une nouvelle structuration de l'espace fondée sur la surface et avant tout sur la carte. L'impératif cartographique de la découverte et de la conquête, transpose dans l'ordre spatial de la société l'équivalent du passage de l'oral à l'écrit. Les lieux prennent un nom fixé (ce qui n'était pas le cas auparavant quand un même lieu peut changer de nom non seulement dans le temps ce qui est banal mais aussi selon le locuteur), une position topographique qui institue de nouvelles distances, elles aussi standardisées.

La frontière, la région naturelle délimitée par une vocation, le genre de vie sont des concepts étrangers à la perception africaine de la spatialité qui ne pense pas la surface mais le lien. La colonisation les coupe pour inventer une catégorie de description et de classement des sociétés conservant l'entrée « naturelle » mais permettant aussi de les installer dans un tableau du développement historique et politique. C'est l'invention de l'ethnie qui permet le territoire.

1. L'invention de l'ethnie (Chrétien, Prunier, 1989)

Dans l'ambiance de grande altérité, les explorateurs européens pris dans leurs fantasmes naturalistes ou même primitivistes, ont rencontré des peuplades, des tribus et, pour les plus scientifiques d'entre eux, des races (Malinowski, 1970). La perte de pertinence de

ce dernier concept pour des raisons d'opérationalité (trop vaste) et non d'abord morales, oblige à chercher un niveau intermédiaire d'identification qui présente plusieurs caractères. Il ne faut pas atteindre le même grade que la nation qui placerait de facto les sociétés africaines au terme du développement politique et rendrait nécessaire la reconnaissance de l'État. Or les explorateurs et conquérants ne reconnaissent nulle part l'État, sinon en Éthiopie éventuellement. Il faut atteindre malgré tout un niveau abstrait d'identification qui évite l'éparpillement des tribus et dépasse l'échelle locale du terroir. En l'absence d'une conception claire des réseaux sociaux de solidarité et d'identité que nous avons nommés rhizomes plus haut, les mêmes explorateurs insistent sur les apparences et lèvent avec le plus de précision possible les signes d'une ressemblance extérieure : instruments, vêtements, rites, langues évidemment. Ces objets entrent au musée, classés en familles et territorialisés, en même temps que les ethnies qui leur correspondent prennent un nom et une limite (Gaugue, 1997). Le territoire comme conception, qui est l'étendue d'un genre de vie prenant un tour spécifique matériellement reconnaissable, rejoint la région naturelle. Il se crée un découpage géographique qui reprend exactement les fondements du découpage en États à ceci près que la fonction politique est d'abord oubliée, que la société est naturalisée et que le territoire est rapproché du terroir. L'abstraction est finalement le seul point commun qui rapproche l'ethnie de l'État national et territorial. Les frontières de l'ethnie en prennent l'allure.

On comprend l'importance, dans ces conditions, de l'invention du territoire dont les limites sont fixées dans les vides qui séparent les noyaux ethno-démographiques ou tranchent parfois dans des ensembles de proximité. Elle reproduit, mais imposée par le haut, le processus d'agrégation des identités autour d'un noyau constitutif dont l'identification pose problème et qui ressortit fortement aux appréciations très orientées du « colonisateur ». Or, la limite de l'identité fixée par la limite du territoire fige les relations et exaspère la distance culturelle qui peut naître de petites différences, insignifiantes dans le système de l'oralité et du rhizome. Les identités se durcissent et ce d'autant plus que la transformation de la conception de l'espace, circonscrit la ressource dans les mêmes frontières, le territoire étant la première ressource. L'ordre géographique ancien est fortement atteint par cette fixation qui touche à tous les aspects de l'identité socio-spatiale. C'est un ordre nouveau qui surgit porteur de conflits, gelés par la paix coloniale, mais tout prêts à s'exprimer dans ces nouvelles configurations de la « souveraineté ». « Le premier qui a dit : « ceci est à moi... ».

2. Les transformations des sociétés

Le passage à la modernité ne s'arrête pas à la mise en place du territoire avec toutes ses conséquences. Une redistribution des rôles s'opère à l'intérieur des groupes

composant les nouvelles ethnies. Dans le système ancestral organisé autour de l'oralité, les anciens (les vieux, les aînés) détiennent ce que l'on peut désigner comme le pouvoir, bien que les critères de légitimité soient très différents d'ici et que les fonctions exercées ne relèvent pas seulement du politique (UNESCO, 1981). Les fonctions sociales dans la société « traditionnelle » en Afrique comme ailleurs sont assez faiblement différenciées. C'est même par la séparation de ces fonctions que certains décèlent les passages à la modernité et tout spécialement à la modernité politique du fait du « désenchantement » du monde qui place le politique parmi les activités profanes de même que les activités économiques et singulièrement les activités de production agricole qui peuvent relever du sacré ou au moins s'accompagner d'un rituel propitiatoire.

Avec la colonisation, le passage au territoire de production qui doit d'abord produire, produire plus et mieux pour éventuellement échanger, bouleverse le rapport à la terre. La règle foncière qui fait du groupe le propriétaire collectif est mise à mal, là où s'installent les modes de production liés à l'activité de traite. Les cadets s'affranchissent plus facilement de la contrainte ancestrale et se retrouvent ipso facto, croit-on, au côté du colonisateur.

De la même manière, la scolarisation qui semble aussi relever de la mission civilisatrice, touche principalement les enfants de branches cadettes voire des catégories serviles. C'est un épisode répété bien connu. Évidemment, cela conduit vers le pouvoir « moderne », celui qui dispose des instruments efficaces dans le monde unifié par les Européens, un personnel tout neuf, composé de cadets, libérés des obligations ancestrales et qui va user ou abuser de ce nouveau pouvoir. Le politique instrumentalisé est extrait de la fonction religieuse qui est la base du « pouvoir » traditionnel ; il devient plus une fonction de soumission que d'arbitrage ; le bien collectif, fût-il défini par une minorité d'anciens, laisse la place à une forme assez pervertie d'individualisme non limité par le contrat social mais qui transpose en clientélisme ce qui était solidarité.

Dans une telle nouvelle société, le territoire hérité de la colonisation qui est devenu un territoire de production tend à devenir non pas un espace de la propriété privée comme cela paraît, mais un espace de la propriété éminente d'une classe politique et administrative qui place les siens, élevant certaines fractions de l'architecture ancienne de la société (des tribus mineures ou des fractions) activant ce que l'on appelle le tribalisme et alimentant notre vision fantasmée. Il ne s'agit en fait que de la confusion des genres, un peu d'ancien, un peu de moderne, dans une société qui ne dispose plus de ligne légitime, de régime pour tout dire.

Alors les mots ne suffisent pas à se satisfaire. L'État est l'héritage de la colonisation, avec le territoire comme

base productive et comme principe d'identité. Mais contre tout ce que l'on voudrait bien croire ici, s'il n'est pas forcément un progrès, c'est qu'il n'est probablement pas à l'ordre du jour non par un déficit essentiel de modernité mais du fait des circonstances de sa mise en place entre un monde externe qui l'impose et un monde interne qui en ignore les fondements et les règles sinon dans les mots. Lorsque depuis 1986 et la conditionnalité de l'aide au développement, ajoutée à l'ajustement structurel, la pression porte sur le développement politique et économique comme une mise en conformité avec la démocratie de marché, il est opportun de se demander si l'État et le territoire qui va avec sont bien les normes et supports qui permettent l'entrée de l'Afrique dans le monde.

3. Les nations impossibles

Le modèle Westphalien d'un monde d'États parfaitement équilibrés dans leur territoire, est fondé sur une entité endogène et sur l'illusion que le plan du champ de force géopolitique réunit en un seul tous les plans spatiaux de l'identité à caractère culturel, de l'économie mondiale hiérarchisée et même de ce qui peut être déjà entrevu d'un monde unifié comme société (Durand, Lévy, Retailé, 1992). Nous pouvons faire semblant de croire que ce modèle fonctionne en Afrique et que l'État réunit ces caractères contradictoires de l'universel et du singulier, de l'identité de l'intérieur et de la relation homogénéisée et régulée avec l'extérieur, etc. Pourtant, ce n'est pas le cas. Toute la question, ici, est celle du développement politique. Et si nous pensons qu'en passant par le territoire et par l'espace de la société, il est possible d'apprendre beaucoup sur l'une par les deux autres, nous pouvons au moins nous dire que dans l'espace des sociétés africaines, l'État par le territoire au moins et quelques autres choses, n'est pas adapté ni à la situation africaine.

Pas adapté à la situation africaine, cela semble vouloir dire que l'État, sa modernité, ne sont pas par essence pour l'Afrique. On a compris plus haut que ce n'est pas exactement la démonstration. Ce qui compte ici c'est que l'État ne peut s'appuyer que sur une forme de spatialité qui n'est pas conforme à la manière dont se construisent les identités sociales. Le territoire qui est une surface délimitée et se présente sous une double métrique différente à l'intérieur et à l'extérieur, ne concorde pas avec la métrique topologique sans hiérarchie qui est celle du rhizome. Si l'on admet que les sociétés africaines comme d'autres sociétés sont dans cet ordre spatial, alors effectivement l'État est inadapté. Là n'est pourtant pas le plus important.

Le modèle développementaliste qui pense une histoire universelle comme la répétition partout du même modèle de transformation est autrement défailant. C'est qu'il inscrit l'Afrique dans une préhistoire qui suppose pour elle l'accomplissement d'un certain nombre d'éta-

pes, dont l'État, que les bons observateurs considèrent comme mal réalisé ici. Des progrès resteraient à faire. Mais quand dans le même temps, cet État parfait perd sa figure lisse dans le monde, plus si efficace à l'intérieur, plus si impératif dans les relations avec l'extérieur, on peut se demander s'il est vraiment nécessaire de se poser la question de son accomplissement en Afrique. Le monde est passé à une autre manière de se réguler qui se rapproche au demeurant de la manière ancestrale africaine à quelques dispositions fondamentales près qu'il faudra repérer. Au moins pouvons-nous dire, d'une manière politiquement très incorrecte, que l'étape de l'État n'est plus à l'ordre du jour, et qu'il n'est pas très utile de s'y attarder, comme pour l'expérience d'un exercice obligé avant de passer à autre chose. L'autre chose est là et c'est cela qui s'impose comme une contrainte de position. Dans une formulation un peu vive, il faudrait pouvoir dire : pour l'État, c'est trop tard. Il faudrait déjà envisager la suite, même si l'État ne s'est pas stabilisé. Ce n'est pas un problème d'inadaptation essentielle mais un problème d'histoire : je veux dire un problème de contemporanéité. Rien ne sert de s'efforcer à mettre en place l'État si partout autour dans le monde, il doit supporter son dépassement. Mieux, je pose l'hypothèse que dans l'expérience africaine de gestion du politique et de la distance dans ce qui fait la société, son identité et ses relations avec l'extérieur, il existe des solutions qui méritent une observation dont nous reparlerons, dont il n'est pas question de prôner l'exemplarité ni la reproductibilité. Pour une fois cependant, des enseignements n'iraient pas dans le sens d'une maîtrise européenne de l'universel, mais seraient la « contribution de la culture nègre à l'universel humain » selon la formule de Senghor.

C. Territoires provisoires

Les « traditions animistes » sont portées par trois personnages emblématiques qui placent le sacré dans le quotidien. Ce sont l'ancêtre, le vieux, le sorcier. Il faut d'abord reconnaître dans l'animisme cette omniprésence du sacré ou plutôt du mystérieux qui n'est pas étranger ni d'une autre nature. Dans le paysage familial, dans les éléments du milieu et de la vie au quotidien résident les ancêtres par leurs âmes qui habitent les montagnes, les bosquets, les fleuves, les sources, la terre même. Les vieux en sont proches par la sagesse ; les sorciers peuvent même les rejoindre ou les entendre, interpréter leurs signaux. Ce lien fort et cette proximité sont de grande conséquence dans l'idéologie spatiale et dans la structuration des « territoires ». Ils s'expriment à travers la famille, le clan, la tribu ou l'ethnie, les deux derniers concepts étant plus fabriqués pour la description qu'opérateurs. Même « oubliée », la tradition animiste a laissé par ces dispositions deux implications géographiques qui nous semblent contradictoires : la terre des ancêtres (le terroir) ; la ramification des lignages par la localisation de la parenté.

Tout commence par le lien familial qui est autant un lien aux morts qu'un lien aux vivants. La famille africaine a conservé l'habitude d'une connaissance approfondie des liens de parenté et l'obligation d'une solidarité de la plus longue portée. À défaut d'une organisation abstraite de la sécurité remise entre les mains d'une autorité supérieure, la survie est dépendante de l'attention des autres. Le réseau des connaissances vient ensuite relayer celui de la famille jusqu'à reprendre parfois un statut quasi familial par une alliance quelconque ou des formes très codifiées de l'amitié.

Les ancêtres plus ou moins mythiques habitent (hantent) les lieux de leur vie et de leur mort. Ils habitent les lieux qui ont alors une âme. Le respect leur est dû et offert sans que pour autant le lien familial soit avéré. Plusieurs chefferies peuvent cohabiter : maître de la terre et maître des eaux à côté du chef des vivants. Des alliances se créent ainsi car il ne faudrait pas croire à l'immobilité topographique du fait de cet habitat des morts. En revanche, le marquage est total et le vide n'existe que dans les yeux de celui qui ne voit pas, il faudrait même dire aux oreilles de celui qui n'entend pas, car cela se dit.

Présents partout, les ancêtres habitent surtout les lieux remarquables du terroir. Les principes du divin et les morts se rejoignent dans un monde qui est là, tout proche et qui se manifeste de temps en temps. En un mot, l'espace est sacré et magique à la fois. L'on comprend que la rationalité de l'exploitation s'y applique peu. Comment transformer en mine de cuivre telle montagne qui en retient tant dans son sol et que ce cuivre constitue l'eau des âmes juste au départ de la mort du corps. Faudrait-il pour gagner quelques redevances condamner les âmes des morts à la soif éternelle ?

Cette terre sacrée ne peut donc être exploitée sans précaution. Mais il ne faut pas non plus exagérer la situation figée en transposant les principes des grandes religions monothéistes et abstraites peu tolérantes et dogmatiques. Dans l'animisme, et il faut se rappeler la place de l'oralité, le rite occupe plus de place que la transcendance et la négociation est toujours possible. Tout n'est que négociation même, les ancêtres qui sont des êtres très actuels sachant manifester une opinion fondée sur les enjeux qui animent les vivants.

Dans l'exploitation de la terre comme dans l'opportunité d'une alliance, ou d'un tracé de route, les anciens d'abord puis les sorciers détiennent la capacité de dire non pas le bien (c'est bon pour les monothéismes) mais de dire le mieux. L'arbitrage est constant même s'il manifeste des oppositions d'intérêts. Et l'on comprend que dans un tel système de pensée, la portée géographique d'une communauté reste soit limitée soit totalement ouverte. Quoi qu'il en soit de la réalité du lien de parenté, l'interconnaissance et la position reconnue sont absolument nécessaires au maintien de cette forme

d'autorité et de gestion portant à la fois sur les hommes et sur le territoire.

Pourtant, le localisme n'a jamais empêché les circulations longues et transversales contrairement à l'image de l'isolement et de la fragmentation. C'est un effet de la souplesse des identités qui s'adaptent aux lieux sans cesse révisés. Il faut en outre considérer plusieurs pas de temps. Millénaires sont les migrations historiques lentes qui traversent le continent et que l'on ne peut restituer que par conjecture : les Bantous, les Peuls. Séculaires sont les étalements et les rétrécissements le long de routes à peu près permanentes de populations qui se trouvent organisées dans des cadres parfois plus vastes que les communautés localisées : les Empires de l'Afrique soudano-sahéliennes par exemple. Ces mouvements ne transportent pas, ils essaient. Autant dire qu'ils laissent de place en place des souvenirs de liens qui peuvent être réactivés à tout moment, lorsque l'on sait dire sa généalogie. D'où l'importance des routes de dimension continentale.

Il n'y a donc pas contradiction entre la portée nécessairement limitée de l'interconnaissance individuelle et l'étendue de ces réseaux transcontinentaux de circulation ancienne. Là encore il faut se rappeler l'importance de l'oralité et la souplesse qu'elle donne à la vérité. Dans l'identité familiale, la part de la construction est importante et l'actualité encore une fois est plus décisive que l'entretien d'une mémoire fixée, avérée, vérifiée comme elle l'est par l'écrit. Le lien de parenté donc la solidarité s'établissent autant par le contact direct que par la naissance. Deux individus qui se rencontrent et doivent avoir affaire pour une raison ou pour une autre se lancent immédiatement dans une recension des connaissances ou des parents jusqu'à rencontrer un point commun, même très éloigné, qui suffit à rapprocher très brutalement. Nous sommes là dans le fonctionnement topologique des réseaux, qui même quand ils ne sont pas hiérarchisés sont tout de même organisés selon un premier principe binaire : intégration ou non. Nous appelons « rhizomes » ces réseaux, pour insister sur l'absence de hiérarchisation par le lieu (cela n'empêche pas la hiérarchisation par l'âge, le statut, les diverses formes de pouvoir et de protection). Cette forme de lien entretenu et plutôt créé par l'oralité apparaît donc souple et ouverte, adaptée aussi aux faibles densités et aux territorialisations inachevées, celles qui laissent des vides intercalaires. La « carte orale » est, de la même manière, un récit, sous la forme de listes, des lieux qui sont joints par le trajet des uns ou des autres, une forme topologique, encore une fois, qui entre mal dans le dessin des surfaces.

Dans un tel fonctionnement social et spatial, une valeur s'impose à toutes les autres : le respect. Il est dû aux ancêtres, il est dû partout où l'on est, même à des ancêtres qui ne sont pas les siens au sens généalogique. Dans cette pensée, il existe un esprit des lieux, il est dans la tête de ceux qui y sont et y reconnaissent « les ancê-

tres » c'est-à-dire la vie même comme une lignée qui ne peut se rompre. Même la guerre ne peut la briser. Elle est le cœur indivisible de la solidarité qui n'a pas, on en juge bien, le sens moral que lui donnent les religions ou les sociétés de l'aumône. Il s'agit là d'une participation et non d'un partage. C'est le sens de l'animisme. Ses implications sociales et géographiques sont extrêmement importantes. Le sacré est actuel et non pas enfermé dans une révélation ou un discours daté (Eliade, 1963). Les « ancêtres » se manifestent à tout moment, ils sont les interprètes du monde et autorisent ou non les actions des vivants. Mais tout étant négociable, le temps du monde est le présent - présent, non pas le présent-passé, ni le présent-futur.

Les Occidentaux placés devant l'Afrique se sont enfermés dans d'innombrables contresens qui portaient aussi bien sur l'idée que l'Afrique en était restée à l'âge pré-historique (pour l'histoire, il faut l'écrit) que sur l'idée de l'enfantillage démontré par l'incapacité à projeter au loin dans le temps et à se tenir à une ligne. Le contresens sur le temps a empêché de voir la souplesse des situations liée à l'oralité et à l'animisme ; il a conduit du même coup à ignorer la capacité à produire de la modernité à tout moment. C'est bien sûr de grande conséquence sur le rapport colonial mais aussi sur la manière d'être dans le temps mondial qui était structuré par une ligne conduisant du passé au futur. Ici, le futur n'existe pas et le passé est actualisé en permanence. L'hypertrophie du présent fait signe vers ce que je propose d'appeler l'espace « spontané » et conduit à juger de la mobilité de l'espace lui-même (des repères permettant d'évaluer les distances) plutôt qu'à s'en tenir aux mobilités « dans l'espace » qui serait fixé.

IV. RÉINTERPRÉTATION

Que ferons nous à ce peuple qui ne fait recette que de tesmoignages imprimez, qui ne croit les hommes s'ils ne sont en livre, ny la vérité si elle n'est d'age competant ? Montaigne, Essais, III, XIII.

A. Oral-Écrit

L'oral et l'écrit sont deux types idéaux pour exprimer la langue. Lequel est le plus vrai ? La langue est d'abord orale, ouverte, contextuelle, soumise au jugement immédiat de l'efficace ; le texte est ensuite écrit, rapidement soumis aux règles, tout aussi contextuelles, mais dans le registre différent du jugement normatif de la correction. Le lexique autant que la grammaire sont concernés. Si, de plus, se trouve introduite la question du « style », le départ des deux genres d'expression n'est plus si facile : l'oral codifié peut confiner à l'écrit alors que l'écrit peut rendre compte de l'oral. Pourtant, le rapport social et plus encore le rapport cognitif se trouvent différemment impliqués. Le détour par l'écart séparant la géographie spontanée de la géographie raisonnée,

qu'elle soit vernaculaire ou scientifique, en donne quelques illustrations par la « carte ». Il se trouve là une différence qui note d'un côté un amont réaliste et immédiat, et un aval que l'on pourrait qualifier de médiatique et « vrai », le passage entre l'immédiat et le vrai relevant d'une courbe culturelle qu'il reste à décrire en géographie et qui fait débat d'école entre le positivisme, sous toutes ses formes, limité à ses instruments, et une approche culturelle ontologiquement relativiste. Cela renvoie à une séparation de la grammaire qui relève de la règle et de la communication qui relève de la geste, en prenant en compte la recherche scientifique d'un degré zéro de l'écriture hors contexte (Barthes, 1953) : l'expression du vrai absolu comme fin de la science. En sciences humaines cependant, il nous faut faire une place au lien qui les réunit. Il n'est pas d'information codifiée qui ne passe d'abord par une expression « orale » que l'on ne peut effacer qu'à la condition de disposer d'un outil d'observation qui dise le « vrai » sans passer par le canal de ceux qui sont là. C'est l'écart qui sépare géographie culturelle et géographie sociale.

Or un parcours africain par son étrangeté révèle la continuité de l'oral à l'écrit qui mêle les codes. Dans l'oral il y a le récit (une norme) en même temps que la circonstance et le contexte ; dans l'écrit il y a la transcription (fixation) en même temps que l'implicite « culturel » auquel n'échappe pas le discours scientifique qui relève d'un contexte lui aussi. En allant plus profond dans le social ordinaire, il faudrait encore discerner dans les cultures de l'oral et de l'écrit, ce qui dans l'oral est expression d'un écrit (qui dispose de l'un et qui dispose de l'autre, avec ou sans exclusion) et ce qui dans l'écrit n'est que fixation d'une autorité qui s'exprime aussi bien oralement mais trouve là un symbolisme qui renvoie au hiéroglyphe, tout compte fait de la « démocratisation » que porte l'alphabétisation (Goody, 1994). Pour ce qui nous retient en géographie spontanée ou en géographie raisonnée, avec la carte comme intermédiaire privilégié, il faut donc faire une place entre l'oral et l'écrit à la hauteur du discours : simplement véhiculaire ou académique. Il se peut que l'écart soit plus grand entre ces deux-là qu'entre l'oral et l'écrit comme épures de la langue et par là de la pensée. Pourtant, si l'on admet dans un premier temps cet écart-là, il n'en reste pas moins que des structures différentes marquent la géographie orale et la géographie écrite, qu'une observation de leur relation est justiciable d'un jugement de pertinence au plan social comme au plan scientifique. La géographie de l'Afrique en constitue ici un paradigme, mais il ne faudrait pas croire qu'une singularité s'y impose. L'extension à toute mise en ordre de l'expérience « terrestre » est concernée. Ce qui ouvre à foison les questions de l'expérience : de la géographicités dans ses deux dimensions mésologique et spatiale ; de la socialité dans ses aspects de communication arbitraire et d'identité référentielle. Tout cela trop rapidement exprimé.

B. Expérience

La notion est extrêmement ambiguë, spécialement lorsqu'elle est exprimée en français (Cléro, 2003). Entre l'expérience (qui s'accroît avec l'âge), l'expérience du physicien (expérimentation) et l'expérience à la Montaigne (essai d'une pensée), les écarts de sens sont grands mais nous pouvons retenir que, dans les trois cas, le concept qui en résulte est un traitement de l'objectivité de l'extérieur, même s'agissant d'expériences de la pensée. Cela signifie que l'expérience gouverne et qu'elle délimite le sens selon les postures adoptées : en surplomb pour la science, en implication pour la science sociale, en participation pour la science humaine. Il faut s'expliquer. Pour la science, comme pensée universalisante, il est possible de s'abstraire du monde pour en découvrir les ressorts cachés, en-deçà ou au-delà de l'expérience, qui s'imposent comme ordre immanent pour les uns (la nature), transcendants pour les autres (la fin). Pour la science sociale, c'est le gouvernement qui oriente, comme le mot l'indique, vers le but à atteindre qui est un but politique, du fait que l'action est consubstantiellement liée à la connaissance (la doctrine). Pour la science humaine, la compréhension domine, avec pour moyen l'insertion (en pensée au moins) dans la réalité des pratiques, le jugement relevant d'une autre fonction sociétale que la connaissance.

Il reste alors à cerner la substance du monde ! Simple Idée, si l'on peut dire, ce pourrait être la « réalisation » d'une pensée qui comble les trous de ce qui est là immédiat. Mais il faudrait, dans ce cas, admettre que nous avons l'expérience de l'expérience, que par l'entendement se construit un système de représentation qui accède au réel inaccessible dans son entier à moins de le prendre comme transcendance. C'est toute l'astuce des catégories a priori de la connaissance et de l'unification dans le temps et dans l'espace de toutes les formes de l'expérience (Kant, 1781). C'est par là aussi que se construit la science des « lois », ou l'expression du divin. C'est encore la porte de sortie d'une pensée cumulative qui prend la mesure de l'impossible exhaustivité du savoir par celle d'une probabilité.

Mais le monde peut être autre chose qu'une construction ou qu'une représentation, ce que nous vivons de plus en plus à l'exemple du monde du géographe dont les « cartes » retrouvent les blancs d'antan. La supposition ou l'intuition ne suffisent plus à le rendre continu. Il faut autre chose que l'instrument de mesure, un véritable outil de la conscience. Non pas une description au sens de l'image restituée mais un trajet décrit comme une courbe peut l'être par un mobile. Le sens est bien différent, circonstanciel.

Un seul type d'expérience a jamais été admise en géographie, celle qui consiste à délimiter en nommant mais en oubliant le plus rapidement possible les conditions

qui permettent ainsi de définir, les « lieux » devenant du coup des êtres qui, paradoxalement, du fait qu'ils portent un nom deviennent anonymes (nous disons plus facilement naturels). Or l'abord par lequel est pris l'objet géographique détermine la suite de son observation, avec un sentiment de réalité qui est l'expérience. C'est ce qui peut faire dire qu'aucune expérience n'en vaut une autre et explique la large part symbolique dans la représentation du réel. C'est ce qui conduit à considérer que l'expérience n'a pas d'unité sinon par système et qu'elle est un rapport du savoir à soi-même, inlassable production de vérité toujours reprise, niant le donné et sa copie, le concept, pour admettre la projection du concept, outil de la conscience, par la mise en œuvre de l'imagination et producteur de la réalité.

Cette approche relative de l'expérience rend bien compte des situations dans lesquelles la géographie orale se dessine. Alors que le support cartographique, même non informé, fixe les lieux et leur « image », alors que l'activité géographique « écrite » et cumulative consiste à retrouver ce qui est déjà là, la géographie spontanée qui surgit en régime d'oralité rend immédiatement compte de la souplesse nécessaire des évaluations, des repères et des formes rendues.

V. AFRIQUE, GÉOGRAPHIE CULTURELLE

Par simplicité et pour atteindre à des expériences visibles dans la recherche d'une géographie spontanée, il est utile de pouvoir s'appuyer sur des situations géographiques assez clairement conditionnées par l'oral, l'adaptation, la faible emprise de l'écrit dans la réalité de ce qui s'accomplit, etc. Je l'ai trouvé en Afrique, avec toute la prudence qu'il est nécessaire pour ce recours et en évitant le classement trop facile et déjà dénoncé des stéréotypes. D'ailleurs l'oralité et la géographie spontanée n'y étaient pas recherchées de prime abord. C'est plutôt à l'inverse que le fait s'impose : dans des travaux précédents sur l'Afrique, il m'est apparu nécessaire d'ajuster les sources, de prendre en compte cette clé d'une pensée géographique très largement fondée sur l'adaptation permanente, la négociation, la dispute même parfois, qu'il s'agisse de nommer les lieux, de fixer une limite (ce n'est en général jamais possible). Autrement dit, pour entrer dans la compréhension de ce qui se décide en matière de lieux, il nous faut réduire l'écart qui sépare en deux champs de connaissance largement indépendants ce qui provient des sciences géographiques ou de l'ingénierie sociale très à l'œuvre en matière de développement d'une part et ce qui se vit et se juge d'autre part.

Nul doute que l'Afrique vive dans l'écrit et depuis très longtemps. Mais elle est aussi dans la pratique sociale très dominée par la parole et son échange. Ce qui donne à l'écrit un statut assez éloigné de celui de preuve. Il n'est que trace, souvent brève, porteur d'un message parmi d'autres. Le discours juste socialement se doit

d'être oral et porter devant témoin. Autrement dit la carte, l'archive, la statistique n'ont de valeur que très relative, ce qui les constitue (l'enquête) n'enregistrant qu'une vérité momentanée et surtout orientée. Il faudrait se trouver très au loin en ne conservant de source que celles qui proviennent d'une image vue du ciel et interpréter non pas tant en aveugle mais en sourd, sans rien connaître de ce qui fluctue dans la définition des lieux, pour croire à la possibilité d'un tableau définitif.

C'est un tour assez particulier de la géographie culturelle qui se manifeste là. Rien à voir avec la géographie des traits culturels qui traitent de certains faits sociaux dits culturels comme de n'importe quel autre en cherchant les localisations, les étendues, etc. Il ne s'agit pas de cela. Il ne s'agit pas non plus d'un tableau culturaliste fondé sur l'exception d'un regard et sur l'existence primordiale d'êtres géographiques qui ne trouvent leur justification que dans un système total et fermé de références, appelé culture, des cercles à la mode de Frobenius. C'est autre chose qui est recherché, une pratique qui met en œuvre partout la même faculté, la raison, selon des modalités propres qui relèvent de la culture en ce qu'elles sont fixées selon une conception située du bien et du mal, du vrai et du faux, du possible et de l'impossible, du réussi et du raté, etc. Une conception du monde qui peut ne pas se limiter à l'appréciation économique du résultat comme cela a prévalu longtemps dans « notre » culture mais qui ne peut pas non plus faire abstraction de ce que joue toujours la contrainte du monde par l'existence de voisins plus ou moins proches et connus qui ont eux aussi une existence et une réalité. Un monde auquel la confrontation est permanente et suppose un ajustement qui rend contemporaine la co-présence, malgré la variété des régimes d'historicité (Hartog, 2003).

Il est très difficile de se départir de deux travers aussi dangereux l'un que l'autre en sciences sociales et humaines. Le premier est l'essentialisme ou primordialisme qui place dans la nature l'origine des caractères sociaux (approche culturaliste) ; le second est l'universalisme scientifique qui exclut dans l'erreur tout ce qui ne s'accorde pas à une expression modélisée, transposée des sciences physiques et des équations mathématiques simples qui ne sont compliquées que par l'intégration d'innombrables variables et paramètres.

Entre les deux, la voie de la géographie culturelle se dessine comme se dessine le travail de conceptualisation avant modélisation. Disposant d'un savoir de référence déjà au format (nos concepts et nos modèles), le transfert apparaît toujours bien délicat lorsque l'aveuglement et la surdité autorisent la certitude de savoir avant même l'expérience. La reconceptualisation est nécessaire avant toute chose. C'est ce qui m'a paru avec l'expérience africaine de ce que j'appelle l'espace mobile qui ressortit au régime d'oralité dominant la géographie spontanée comme pratique. Afrique, géographie spontanée, oralité

ne sont pas là des supports d'exercices exceptionnels et limités au cas, je le répète. Il s'agit plutôt d'exercices d'inversion. Contre l'unique qui se prétend universel et l'unique particulariste, un espace subsiste pour un travail réellement appuyé sur les pratiques et non sur l'interprétation doctrinale de ce qui est.

NOTES

¹ Ce texte trouve son origine dans le cours dispensé en novembre 2002 alors que sur proposition de Bernadette Mérenne-Schoumaker, l'Université de Liège m'avait proposé d'occuper la « chaire Sporck ». Remerciements.

² Nassara = nazaréen = chrétien = blanc « européen » à distinguer de « beidane » = blanc « arabe ».

³ La barre est la vague déferlante majeure difficilement franchissable à la voile.

BIBLIOGRAPHIE

- AMIN S., 1989. *La faillite du développement en Afrique et dans le Tiers-Monde, une analyse politique*, L'Harmattan, Paris.
- AMSELLE J.L., 2001. *Branchements, anthropologie de l'universalité des cultures*, Flammarion.
- AMSELLE J.L. et M'BOKOLO E., 1985. *Au cœur de l'ethnie*, nouvelle édition 1999, La Découverte, Paris.
- ANDERS R., 1963. *L'Afrique africaine*, Les Sept Couleurs, s.l. (NB : panégyrique de l'apartheid).
- AUGÉ M., 2003. *Pourquoi vivons-nous ?*, Fayard.
- BADIE B., 1992. *L'État importé*, Fayard.
- BALANDIER G., 1957. *L'Afrique ambiguë*, Plon, Paris.
- BALANDIER G., 1967. *Anthropologie politique*, PUF.
- BARTH F., 1969. Les groupes ethniques et leurs frontières, dans Poutignat Ph. et Streiff-Fenart J., 1995, *Théories de l'ethnicité*, PUF.
- BARTHES R., 1953. *Le degré zéro de l'écriture*, Seuil.
- BAUMANN H. et WESTERMAN D., 1957. *Les peuples et les civilisations de l'Afrique*, Payot, Paris.
- BAYART J.F., 1989. *L'État en Afrique*, Fayard, Paris.
- BAYART J.F. (éd.), 1993. *Religion et modernité politique en Afrique noire*, Karthala, Paris.
- BERGSON H., 1896. *Matière et mémoire*, Œuvres, PUF 1959.
- BERQUE A., 1995. *Les raisons du paysage*, Hazan.
- BERQUE A., 1996. *Etre humains sur la terre*, Gallimard.
- BOABEN A.A., 1984. L'Afrique sous domination étrangère, *Histoire Générale de l'Afrique*, UNESCO, Paris.
- BRAUDEL F., 1987. *Grammaire des civilisations*, Arthaud-Flammarion.
- BRUNEL S. (éd.), 1986. *Asie-Afrique, greniers vides, greniers pleins*, Economica, Paris.
- CALAME-GRIAULE G. (dir.), 1977. *Language et cultures africaines*, Maspero.
- CEAN (annuel) L'Afrique politique, Karthala.
- CENDRARS B. 1927. *Anthologie nègre*, Au sans pareil, Paris.
- CHALÉARD J.L., 1996. *Temps des villes, temps des vivres, l'essor du vivrier marchand en Côte d'Ivoire*, Karthala.
- CHARTIER R., 1996. *Culture écrite et société*, A. Michel.
- CHRÉTIEN J.P. et PRUNIER G. (dir.), 1989. *Les ethnies ont une histoire*, Karthala-ACCT.
- CLÉRO J.P., 2003. *L'expérience*, Ellipses.
- CONRAD J., 1902. *Heart of darkness Au cœur des ténèbres*. Édition française 1985, Gallimard, Paris.
- CONSTANTIN F. (éd.), 1994. L'homme et la nature en Afrique, *Politique Africaine* n° 53, Karthala, Paris.
- COQUERY-VIDROVITCH C. et MONIOT H., 1992. *L'Afrique noire de 1800 à nos jours*, Collection Nouvelle Clio, PUF, Paris.
- COQUERY-VIDROVITCH C., 1992. *Afrique noire*, 2^e édition, L'Harmattan, Paris.
- COQUERY-VIDROVITCH C., 1993. *Histoire des villes d'Afrique noire*, Albin Michel, Paris.
- COUTY Ph., (dir.), 1983. *Le développement, idéologies et pratiques*, ORSTOM, Paris.
- COUTY Ph., 1996. *Les apparences intelligibles, une expérience africaine*. Arguments, Paris.
- DOZON J.P., 2003. *Frères et sujets, la France et l'Afrique en perspective*, Flammarion.
- DRUHLE M., 1996. *Santé et société*, PUF.
- DUBRESSON A., 1999. Les grandes villes africaines, *L'Information Géographique*, n° 2, p. 51-64.
- DUBRESSON A., MARCHAL J.Y. et RAISON J.P., 1994. Les Afriques au sud du Sahara, *Géographie Universelle* vol. 6, BRUNET R. éditeur. Belin-Reclus, 480 p.
- DUBRESSON A. et RAISON J.P., 1998. *L'Afrique subsaharienne*, A. Colin, 245 p.
- DUMONT R., 1969. *L'Afrique noire est mal partie*, Le Seuil, Paris.
- DURAND M.F., LÉVY J. et RETAILLÉ D., 1992. *Le monde, espaces et systèmes*. Presses de Sciences Po.
- DURAND M.F., LÉVY J. et RETAILLÉ D., 1993. *Le monde, espaces et systèmes*, Presses de Sciences Po, 2^e édition.
- ELIADE M., 1963. *Les aspects du mythe*, Gallimard.
- FAURE E., 1932. *D'autres terres en vue*, Éditions de la nouvelle revue critique, Paris.
- FUKUYAMA F., 1992. *La fin de l'histoire et le dernier homme*, Flammarion.
- GALLAIS J., 1960. La signification du village en Afrique soudanienne de l'Ouest, *Cahiers de sociologie économique*, n° 2, p. 128-162.
- GALLAIS J., 1962. Signification du groupe ethnique au Mali, *L'Homme*, n° 2, p. 106-129.
- GALLAIS J., 1994. *Les tropiques, terres de risques et de violences*, A.Colin.
- GAUGUE A., 1997. *Les états africains et leurs musées, la mise en scène de la nation*, L'Harmattan, Paris.
- GOODY J., 1994. *Entre l'oralité et l'écriture*, PUF.
- GOUROU P., 1970. *L'Afrique*, Hachette, Paris.
- GOUROU P., 1991. *L'Afrique tropicale, nain ou géant agricole*, Flammarion, Paris.
- GRÉGOIRE E. et SCHMITZ J. (éds.), 2000. *Afrique noire et monde arabe*, Autrepard, Cahiers des Sciences Humaines n° 16, IRD et Éditions de l'Aube.
- HARTOG F., 2003. *Régimes d'historicité, présentisme et expériences du temps*, Seuil.
- HEGEL G.W.F., 1822. *La raison dans l'histoire*, Plon, 1965.
- HUNTINGTON S.P., 1996. *The clash of civilization*, Simon and Schuster, New York.
- IBN KHALDUN, 2002. *Le livre des exemples (Muqaddima) 1375-1378*, La Pléiade, Gallimard.
- ILIFFE J., 1995. *Les Africains, histoire d'un continent*. 1996 pour la traduction française, Flammarion.
- KANE O. et TRIAUD J.L., 1997. *Islam et islamisme au sud du Sahara*. Karthala, Paris.

- KANT E., 1781. *Critique de la raison pure*, édition 1976, Paris, Garnier-Flammarion.
- KASFIR N., (éd.), 1998. *Civil society and democracy in Africa*, Frank Cass, Londres.
- LEIRIS M., 1934. *L'Afrique fantôme*, Gallimard, dernière édition dans LEIRIS M., *Miroirs de l'Afrique*, 1996. Quarto, Gallimard.
- LESOURD M., 1997. Dynamiques agricoles et foncières dans le monde rural africain, dans LESOURD M. (dir.) *Crises et mutations des agricultures*, Éditions du Temps, Paris.
- MALINOWSKI B., 1970. *Les dynamiques de l'évolution culturelle, recherche sur les relations raciales en Afrique*, Payot.
- MONNIER Y., 1999. *L'Afrique dans l'imaginaire français*, L'Harmattan, Paris.
- NKRUMAH K., 1994. *L'Afrique doit s'unir*. Textes politiques. Présence Africaine.
- NORA P., 1984. *Les lieux de mémoires*, 7 volumes, Gallimard.
- O'BRIEN R., 1990. The end of geography. The impact of Technology and Capital Flows, *The AMEX Bank Review*, 17 (5)
- PERSON Y. 1981. État et société en Afrique noire, *Revue française d'Histoire d'Outre-Mer*, n° 250-251-252-253.
- PONTIE G. et GAUD M. (éds.), 1992. L'environnement en Afrique, *Afrique contemporaine*, n° 161, La Documentation française, Paris.
- POURTIER R., 2001. *Afriques noires*, Hachette, 255 p.
- RAMSES 94, L'Afrique subsaharienne, IFRI, Dunod, p. 303-430.
- RATZEL F., 1897. *Géographie politique*, traduction française RUSCH P. (1988) Genève, Éditions régionales européennes, Paris, Economica.
- RETAILLÉ D., 1993. Afrique, le besoin de parler autrement qu'en surface, *Espace Temps*, Les apories du territoire, p. 52-62.
- RETAILLÉ D., 1998. Fantômes et parcours africains, *L'Information Géographique*, n° 2, p. 51-65, SEDES, Paris.
- RETAILLÉ D., 1999. Sédentarisation, migration en Assaba, *Atlas migrations et gestion du territoire*, Université de Nouakchott, Université de Rouen, Ministère français de la coopération, Planche 6 e.
- RETAILLÉ D., 2000. Afrique, le territoire entre identité et développement, *Cahiers d'Outre-Mer*, p. 189-212.
- RICARD A., 2000. *Voyages de découvertes en Afrique, anthologie, 1790-1890*, Bouquins, Robert Laffont.
- RIST G., 1996. *Le développement, histoire d'une croyance européenne*, Presses de Sciences Po, Paris.
- RUFFIN J.C., 1991. *L'Empire et les nouveaux barbares*, J.Cl. Lattès, Paris.
- SENGHOR L.S., 1977. Libertés III, Négritude et civilisation de l'Universel, Libertés IV, Le dialogue des cultures.
- SENGHOR L.S., 1980. *Le dialogue des cultures*, Le Seuil, Paris.
- SORRE M., 1943. *Les fondements biologiques de la géographie humaine*, A. Colin.
- SOUBEYRAND O., 1997. *Imaginaire, science et discipline*, L'Harmattan, Paris.
- TERRAY E. (dir.). 1987. *L'État contemporain en Afrique*, L'Harmattan.
- THOMAS L.V., 1969. *Les religions d'Afrique noire*, 2 vol., Stock, Paris.
- UNESCO, 1981. *Le concept de pouvoir en Afrique*, Introduction à la culture africaine 4.
- UNESCO, 1990. *Tradition et développement dans l'Afrique d'aujourd'hui*. Unesco, Paris.
- WEULERSSE J., 1931. *Noirs et blancs*, A. Colin, réédition CTHS, 1993.
- ZISCHKA A., 1952. *Afrique, complément de l'Europe*, Robert Lafont, Paris.

Adresse de l'auteur :

Denis RETAILLÉ

Faculté des Lettres et Sciences Humaines

Université de Rouen

F-76821 Mont Saint Aignan Cedex

denis.retaille@univ-rouen.fr